

Les Études du CERI
N° 30 - juillet 1997

**Un nouveau Japon ?
Regards sur les mouvements alternatifs**

Jean-Marie Bouissou

Un nouveau Japon ?

Regards sur les mouvements alternatifs

Jean-Marie Bouissou
FNSP, CERI

La démocratie japonaise semble aujourd'hui en pleine crise. La perte de légitimité des élites politiques se traduit de multiples façons : recul de la participation électorale (40,4 % d'abstention aux législatives de 1996 et 54,5 % aux sénatoriales de 1995), montée du vote de protestation (13 % pour le Parti communiste en 1996), volatilité de l'électorat, affaissement de l'identité partisane, défiance radicale à l'égard des politiciens, triomphe de candidats populistes aux élections locales¹... Le système des partis a volé en éclats : sur les huit formations politiques représentées au Parlement en 1993, seulement deux subsistent aujourd'hui (le PLD et le PCJ)². Le gouvernement PLD issu des législatives de 1996 est minoritaire à la Diète, et bien plus encore dans le pays, où il n'a obtenu que 18,6 % des voix du corps électoral.

Cette délégitimation affecte toutes les élites. Le patronat a été déconsidéré par les excès spéculatifs de 1985-1990 et par les scandales qui ont suivi, dont ceux qui ébranlent actuellement la maison de titres Nomura et la banque Dai-Ichi Kangyô ne sont que les plus récents, et certainement pas les derniers. La haute administration est sur la sellette. Attaquée depuis les années quatre-vingt par une partie du patronat, qui veut réduire ses pouvoirs de régulation économique, elle est aujourd'hui taxée

¹ Pour les chiffres détaillés, voir J.-M. Bouissou, « Les évolutions des facteurs de choix électoral au Japon », *Revue internationale de politique comparée* 3 (3), décembre 1996, pp. 607-627.

² Pour le détail de cette recomposition, voir J.-M. Bouissou, « La recomposition politique au Japon. Suite... », *Pouvoirs* 82, septembre 1997.

d'incompétence, secouée par les scandales et attaquée en justice par les contribuables. En l'état actuel de l'opinion, aucun discours politique n'est plus audible s'il ne comporte pas une attaque contre « les pouvoirs excessifs de la bureaucratie » et l'exigence d'une « déréglementation » générale (*kiseikanwa*) — deux sujets sur lesquels la démagogie ne connaît plus de limites³. Globalement, c'est tout le système de valeurs sur lequel reposait la « société corsetée » (*kanri shakai*), autoritaire et hiérarchique, qui est en crise⁴.

Cette crise n'est pas particulière à l'archipel. Elle affecte de nombreuses démocraties, et surtout les systèmes à parti ultra-dominant comme l'Italie et le Japon, depuis la fin de la guerre froide et l'accélération de la mondialisation. Pourtant, dans ce contexte, on voit s'affirmer de nouvelles pratiques de la démocratie, qui attestent son enracinement et une vigueur de la citoyenneté que les observateurs occidentaux ne lui reconnaissent pas toujours.

I.— LES COOPERATIVES AUTOGESTIONNAIRES, LEURS PROLONGEMENTS POLITIQUES ET LE « PARI GRAMSCIEN »

I.1. Racines

Le caractère le plus significatif de ces pratiques contestataires est de s'exercer presque exclusivement au niveau local. Grâce aux Américains, qui avaient voulu faire de ce niveau « l'école de la démocratie », les citoyens y jouissent de possibilités d'action très étendues. La Constitution érige en principe l'autonomie locale, au point qu'il n'y a pas de ministère de l'Intérieur, mais un ministère de l'Autonomie (*Jichishô*). Même si, dans la pratique, le gouvernement central a remis les régions et les municipalités en tutelle après le départ des Américains, le principe subsiste, et avec lui l'élection des maires et des gouverneurs au suffrage universel, l'interdiction absolue du cumul des mandats et le transfert de l'essentiel des recettes fiscales de l'Etat aux communautés locales. La loi permet aux citoyens d'obliger par pétition leur maire à démissionner, de présenter des résolutions aux conseils municipaux ou régionaux (y compris pour demander l'organisation de référendums), de demander des inspections de l'administration centrale sur la gestion municipale, et elle donne de larges possibilités aux contribuables pour poursuivre l'administration en justice⁵.

Les mouvements de contestation peuvent utiliser ces possibilités. Ils peuvent aussi

³ Pour plus de détails, voir J.-M. Bouissou, « La réforme administrative et la chute du PLD », *Revue d'administration publique* 73 (L'administration japonaise), janvier-mars 1995, pp. 9-24.

⁴ Pour cette évolution, voir J.-M. Bouissou et E. Seizelet, « La société et la mutation du système de valeurs », dans *Japon : le déclin ?* (avec F. Gipouloux), Bruxelles, Complexe, 1996, pp. 57-100.

⁵ Sur les pouvoirs locaux, voir J.-M. Bouissou, « Des communautés locales autonomes à 30 % », *Annuaire des collectivités locales*, GRAAL (CNRS), 1983, pp. 80-107.

faire appel au fonds culturel symbolique de la communauté villageoise traditionnelle (*mura*), qui reste encore aujourd'hui le paradigme de toute l'organisation sociale dans l'inconscient collectif. Ce fonds culturel participe autant du principe d'« horizontalité » (égalitarisme, démocratie de base) que de la « verticalité » (respect de la hiérarchie et de l'autorité) à laquelle certains ont voulu abusivement réduire la culture sociale japonaise⁶. Les contestataires peuvent reprendre à leur manière les modèles d'organisation du *mura*, et même parfois s'appuyer sur les organisations communautaires de base entretenues par les autorités, en particulier les *chônai*kai (associations de voisinage)⁷.

La « mouvance alternative » du Japon contemporain est issue de deux grands courants.

a) *Le premier est constitué par les « mouvements de citoyens » (shimin undô) et les « mouvements d'habitants » (jûmin undô) des années soixante et soixante-dix*⁸. Les premiers menaient des combats à forte connotation idéologique, en liaison avec l'opposition de gauche. Ils se sont illustrés notamment dans le mouvement anti-atomique, la lutte contre le traité de sécurité avec les États-Unis et contre la guerre du Vietnam. Les seconds, très méfiants à l'égard des partis, avaient des objectifs plus liés à la vie quotidienne, et souvent limités à l'échelle locale. Leurs terrains d'action favoris ont été la lutte contre la pollution et la défense des consommateurs. D'autres mouvements luttèrent contre les discriminations, comme celle dont sont encore victimes les anciens *burakumin* (hors-caste), ou les femmes. Après une éclipse dans les années quatre-vingt, où triomphe un « conservatisme de confort » soutenu par la prospérité matérielle, ils retrouvent depuis quelques années une nouvelle vigueur, et passent à des stratégies moins défensives, axées sur le long terme.

b) *Une autre partie se rattache à des organisations qui ont été porteuses, dès leur apparition, d'une conception alternative globale de la démocratie et de la vie sociale.* Cela les distingue à la fois des *shimin undô*, dans la mesure où elles refusent toute affiliation idéologique contraignante et tout lien avec la politique classique (même si elles reprennent certains thèmes de la gauche), et des *jûmin undô*, dont l'action est par essence ponctuelle. Les plus caractéristiques sont les coopératives de consommation autogérées et leur prolongement politique, le NET, qui constituent aujourd'hui la tentative la plus aboutie pour promouvoir une démocratie (re)construite à partir de l'activité micro-

⁶ Le meilleur exemple de cette réduction est fourni par le livre célèbre de C. Nakane traduit en français sous le titre *La société japonaise*, Armand Colin, 1974. Pour l'illustration de l'autre tradition, voir Y. Sugimoto et R. Mauer, *Images of Japanese Society*, Londres et New-York, Kegan Paul, 1989.

⁷ Sur ces structures, voir T. Bestor, *Neighborhood Tokyo*, Tokyo, Kodansha, 1989.

⁸ Sur ces mouvements, voir notamment K. Steiner, E. Krauss et S. Flanagan (eds.), *Political Opposition and Local Politics in Japan*, Princeton University Press, 1980 (Part III : Citizens' Movements, pp. 187-313). En français, J.-M. Bouissou, *Le Japon depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 1992, pp. 63, 68, 95-98, 139-141 et 170-172.

citoyenne et des préoccupations quotidiennes. Après une longue période de travail obscur d'implantation, ces organisations se trouvent projetées sur le devant de la scène par la crise des formes classiques de la participation politique.

I.2. Les coopératives autogestionnaires : Seikatsu Club et Green Coop⁹

a) Historique

Les *Seikatsu Kurabu* (Clubs de la vie) regroupent aujourd'hui 17 coopératives régionales¹⁰, qui totalisent 234 368 foyers-membres. La plus petite (Iwate) n'en compte que 2 348 ; la plus grande (Kanagawa), 48 175. Le premier club a été créé en 1965 à Tokyo par Iwane Kunio, militant socialiste formé dans les *shimin undō* et leurs luttes contre le gouvernement Kishi (1957-1960) et déçu de voir la gauche céder ensuite aux délices des jeux parlementaires. L'élan initial est donné par le scandale du lait Morinaga contaminé à l'arsenic, qui a intoxiqué 7 864 personnes en 1965. Iwane commence par distribuer du lait naturel pour un petit groupe de 200 membres. En 1968, la coopérative adopte sa structure caractéristique, le *han* (voir page suivante). En 1971, un syndicaliste socialiste des chemins de fer, Yokota Katsumi, crée une coopérative semblable dans la préfecture voisine de Kanagawa, dont le Club est aujourd'hui le plus important et le mieux organisé du Japon.

Les années soixante-dix sont celles de l'enracinement autour de Tokyo, à Saitama (1975), Chiba (1976) et Nagano (1977). En 1982, les Clubs atteignent 100 000 foyers-membres. Ils essaient ensuite de s'implanter dans le Nord (Hokkaido, Miyagi, Yamanashi, Iwate, Tochigi) et le Japon central (Shizuoka, Aïchi), mais sans grand succès. Sauf Hokkaido, les nouveaux Clubs stagnent à moins de 5 000 membres, et plus de 85 % des effectifs restent concentrés dans la mégapole tokyoïte. L'ambiance néo-conservatrice des années quatre-vingt est peu porteuse. Dans le Japon central, les Clubs se heurtent aux coopératives du Kansai, les plus anciennes (Coop Kobé a été fondée en 1921) et les plus solides du Japon, très influencées par les militants communistes. Ils doivent se contenter d'une alliance avec la petite *Osaka seikyō jiyu rengō* (Fédération des coopératives libres d'Osaka). Mais, dans les neuf préfectures du Sud-Ouest, ils trouvent un allié de poids dans le puissant groupe Green Coop, qui s'inspire d'idéaux très semblables aux leurs. Avec *Syutōken Coop Rengō* (Fédération des coopératives métropolitaines), un petit groupe de Tokyo, les quatre coopératives « alternatives »

¹⁰ Ce passage se fonde sur les interviews de M. Muraoka Isotsugu, directeur exécutif de Green Coop/Bloc Nord (1^{er} octobre 1996) et de M. Ikeuchi Makoto, directeur exécutif du Club de Hokkaido (15 octobre). La thèse de Lam Peng-Er, *The Network Movement and the Old Politics Parties in Urban Japan*, Columbia University, 1992, m'a été d'une grande utilité. Les données chiffrées sont extraites de *Data han seikatsu kurabu* (Registre des données sur les Clubs de la vie) d'août 1996 ; de la brochure *Watashi wa Green Coop desu* (Nous sommes Green Coop), éditée par la coopérative en 1996, et de *Green Coop no goannai* (Guide de Green Coop), août 1995.

¹⁰ D'après la loi japonaise, destinée à protéger les intérêts des grandes chaînes de distribution, une coopérative de consommation ne peut pas déborder le cadre d'une région (*ken*).

formalisent leur alliance en créant *Alternative Japan* en 1989.

L'origine de Green Coop remonte aux coopératives étudiantes de l'Université Seinan et de l'Université nationale du Kyûshû (Kyûdai), à Fukuoka. Créées par le mouvement de 1968 pour fournir des produits alimentaires bon marché et des fournitures scolaires aux étudiants et au personnel, elles se sont ouvertes ensuite à l'ensemble de la population. Ses « pères fondateurs » sont Muraoka Isotsugu, salarié de Kyûdai, et un professeur, Takeda Keijirô (1925-1994), fondateur d'une coopérative locale dénommée *Kyôsei Kurabu* (Club de la Symbiose) dans la petite ville de Yanagawa, qui est l'idéologue du mouvement¹¹. En 1988, 25 coopératives du Kyûshû et de Yamaguchi se regroupent et organisent une centrale d'achat commune : Green Coop est née.

Aujourd'hui, Green Coop est présente dans les neuf *ken* de Hiroshima à Kagoshima. Son expansion est rapide : elle passe de 140 311 foyers-membres en 1988 à 256 524 en 1995, dont 138 000 pour la préfecture de Fukuoka, et 55 000 dans celle de Kumamoto, qui forment ses deux bastions. Mais elle aussi se heurte au bastion des coopératives classiques dans le Japon central ; elle ne parvient pas à remonter à l'ouest de Hiroshima-*ken*, où sa présence reste d'ailleurs symbolique (2 700 membres).

Pour 1995-1996, le chiffre d'affaires de Green Coop a dépassé 52 milliards de yen (environ 12,5 milliards de francs), plus 4,9 milliards de cotisations. Les *Seikatsu Kurabu*, qui ont un peu moins de membres, ont un chiffre d'affaires supérieur (76,3 milliards de yen) et 16,3 milliards de cotisations. Les Clubs se classent au 9^{ème} rang des 669 coopératives japonaises pour le nombre de membres et au 8^{ème} pour le chiffre d'affaires ; Green Coop, au 8^{ème} pour les membres et au 11^{ème} pour le chiffre. Mais l'un et l'autre restent loin derrière Coop Kobé, la plus ancienne et la plus puissante, qui dépasse un million de membres et 327 milliards de chiffre d'affaires¹². A Fukuoka même, Green Coop arrive derrière la coopérative classique, F-Coop.

Les traits qui distinguent fondamentalement les Clubs et Green Coop des coopératives classiques sont l'autogestion de leur structure en réseaux mobiles, leur stratégie déterminée de recrutement de militants et non de simples clients, leur volonté de proposer un modèle alternatif global pour toute la vie des communautés locales, et au-delà, de « passer au politique ».

b) *L'autogestion, la démocratie de base, et leurs déclinaisons*

⌘ L'autogestion de la structure de distribution

Par principe, les Clubs et Green Coop n'ont pas de magasins. Ceux que Green Coop possède (61 petites boutiques) ont été hérités des coopératives préexistantes. A la différence des coopératives d'inspiration communiste, fondées sur une géographie concrète de magasins, leur esprit est celui de la géographie humaine mobile du « réseau » (*nettowâku*) — un mot-clé de tout le discours alternatif. La distribution se fait

¹¹ Le recueil de ses pensées a été publié sous le titre de *Kyôsei* en 1995 par Green Coop.

¹² Source : *Co-Op Facts and Figures*, Tokyo, *Zenkoku seikyô rengôkai* (Fédération japonaise des coopératives), 1990.

par des tournées hebdomadaires de camionnettes. L'unité de base (*han*) est constituée de cinq à dix foyers voisins, dont chacun assure par rotation le poste de *hanchô* (chef de *han*), et groupe les commandes et les paiements de chaque semaine. Dix *han* forment un district (*chiku*), dix districts forment une branche (*shibu*). La plus grande unité comprend donc environ 5 000 foyers-membres, ou tous ceux d'une petite ville. Chaque branche a un entrepôt géré par des volontaires, quelques salariés (chauffeurs-livreurs) et une salle de réunion. Les districts servent de courroie de transmission, et à renforcer le sentiment d'appartenance par de multiples activités conviviales (excursions éducatives, kermesses, conférences). Au-dessus, on trouve des centres de groupage des achats en gros (*butsuryu center*), qui peuvent desservir plusieurs *ken*. A titre d'exemple, on retiendra que Green Coop compte 55 *shibu* et trois centres de groupage. Les Clubs ont pas moins de 27 757 *han*.

A l'origine, le recours aux *han* a permis de lancer les coopératives alternatives sans aucun investissement important ; c'est d'ailleurs pour cette raison que ce modèle d'organisation est aussi employé par des coopératives classiques. Mais, au-delà de cet aspect fonctionnel, le *han* est l'expression la plus achevée des principes de la « démocratie de base » qui sont à l'œuvre à tous les niveaux de l'organisation. Chaque niveau est animé par un comité (*iinkai*) élu par les responsables des *han*. Celles-ci¹³ se réunissent une fois par mois en assemblée de district, et une fois par an en assemblée générale de branche pour désigner les *shibuin* (membres du comité de branche). Les membres des comités sont désignées pour un an renouvelable. Il n'y a aucune procédure définie pour les choisir : l'idéal affirmé est que « cela se fasse naturellement » (*nantonaku*). La rotation est en principe de règle, tous les deux ou trois ans. Les responsables ne sont jamais rétribués ; ils peuvent être défrayés, mais pas toujours (par exemple, le Club de Hokkaïdo s'y refuse). Le recours aux salariés est contraire aux principes. En 1975, il a été à l'origine d'un conflit (grève des chauffeurs-livreurs) qui a failli briser l'essor du Club de Kanagawa, et qui reste un souvenir traumatisant pour la mémoire collective du mouvement. Il est donc limité au strict minimum : les Clubs n'en comptent que 952 (1995).

Pour que cette démocratie de base puisse fonctionner vraiment, les coopératives ne doivent pas trop grossir, et rester « autogérables » et conviviales. Conserver l'échelle humaine et la souplesse est une préoccupation majeure. Les trop gros Clubs sont scindés, comme celui de Tokyo, dont les 56 382 foyers-membres ont été récemment divisés en quatre coopératives, dont chacune ne regroupe plus en moyenne que 14 000 membres (1994).

C'est aussi en vertu du principe d'autogestion que les Clubs et Green Coop font payer un droit d'entrée, alors que les autres coopératives ouvrent leurs magasins à tous les clients sans condition¹⁴. Leurs adhérents ne sont pas de simples clients, mais les membres obligatoirement actifs d'une structure autogérée, qui ont fait le choix d'un mode

¹³ Il s'agit sans exception de femmes (voir page 9).

¹⁴ D'où leur nom de *shimin seikyô* (coopératives de citoyens).

de vie et d'un militantisme accaparant. Green Coop et les Clubs diffèrent toutefois sensiblement sur ce point. A Green Coop, l'adhésion (2 000 yen, soit environ 90 francs) et les cotisations mensuelles (500 yen, moins de 25 francs) sont très bon marché. Mais, dans certains Clubs, comme Kanagawa, le droit d'entrée atteint 230 000 yen (étalés par versements mensuels de 1 000 yen) et la cotisation mensuelle est le double de celle de Green Coop. L'autonomie de chaque Club est la règle absolue, sur ce plan comme sur tous les autres. Le Club de Hokkaïdo, qui apparaît à bien des égards comme l'un des plus « démocratiques », a des droits semblables à ceux de Green Coop. Mais aucune question d'argent ne doit limiter la liberté des membres : les droits d'entrée sont remboursés intégralement à ceux qui décident de quitter la coopérative.

β L'autogestion de la communauté locale

Au-delà de leur réseau de distribution, les coopératives alternatives cherchent à promouvoir « une société coopérative de petites communautés » (*kumiai chikki shakai*), qui est présentée comme l'antidote à la « société verticale » (*tatte shakai*), ou à la « société corsetée par la bureaucratie » (*kanri shakai*) du Japon des conservateurs. A cette fin, ils développent des organisations annexes de plus en plus variées, qui visent à prendre en charge des secteurs de plus en plus larges de la vie quotidienne.

L'outil de base pour l'autogestion du quotidien local est l'unité de travail baptisée *workers' collective*¹⁵. Ces organisations sans but lucratif regroupent en général quelques dizaines de ménagères, qui se cotisent pour réunir le modeste capital nécessaire (un banquier proche du mouvement, M. Kataoka, a aussi créé une « Banque citoyenne » — *Shimin Ginkô* — pour les aider) et se partagent le travail. Elles visent à inciter les citoyens à mettre collectivement leurs capacités en œuvre, sur une base non lucrative, pour améliorer la vie quotidienne dans la communauté et s'épanouir eux-mêmes. Les Clubs en ont 267, avec un centre de coordination dans chacune des neuf régions où ils sont implantés. Green Coop, qui n'a créé le premier qu'en 1994, n'en avait que 11 en 1996. Ils proposent surtout des services de proximité : aide ménagère et assistance aux personnes âgées et malades, baby-sitting, crèches, livraison de repas à domicile. D'autres font de la récupération et du recyclage, ou se consacrent au petit artisanat (confection, tricot, fabrication de pain ou de boîtes-repas) et aux activités culturelles.

Si l'importance théorique des *workers' collectives* est grande, au total, leur activité reste modeste. On est encore loin de la communauté alternative idéale dépeinte par Yokota, où les *collectives* offriront la gamme complète des services de proximité et « des ateliers de réparation des appareils électriques, des boulangeries, des salons de coiffure, des cordonneries, des pressings et des garages »¹⁶.

Les Clubs ont aussi commencé à créer leurs propres entreprises. En 1995, on en

¹⁵ Pour lesquels il n'existe pas de mot propre en japonais ; c'est toujours l'expression anglaise qui est utilisée.

¹⁶ Yokota, *I among Others : An Introspective Look at the Theory and Practice of the Seikatsu Club Movements*, Yokohama, Seikatsu Club Seikyo Kanagawa, 1991, cité par Lam Peng-Er, p. 93.

comptait une dizaine, qui se consacraient presque uniquement à l'agriculture écologique et au recyclage. Il existe aussi une entreprise de transports.

Toujours dans l'esprit de « la société coopérative de petites communautés », les Clubs et Green Coop ont commencé récemment à offrir des services nouveaux, sous le vocable général de *fukushi* (bien-être). Le Club de Kanagawa a été à l'avant-garde de ce mouvement : il a construit une maison pour handicapés dès 1977, et a créé un *Fukushi Kurabu* dès 1989. Green Coop a créé en 1994 le *Fukushi renkai shikin* (Fonds pour le bien-être), financé par une augmentation de 100 yen (4,80 F) de la cotisation mensuelle des membres qui le désirent. Ses activités sont orientées vers les personnes âgées (création de « centres de soins de jour » où elles peuvent se retrouver dans la journée) et les handicapés. Green Coop a aussi lancé une mutuelle d'assurance, baptisée « fonds d'entraide financière » (*Tasuke ari kyōsai*), qui comptait 48 000 adhérents en 1995. Pour des cotisations mensuelles allant de 700 à 3 900 yen par mois (35 à 180 FF), il couvre plus ou moins bien les risques d'accident et de maladie, de décès, d'incendie, etc. Green Coop a même lancé son propre service de pompes funèbres.

L'idéal, là encore, est de parvenir à soustraire à la logique capitaliste les secteurs essentiels pour la vie quotidienne que sont « le logement, l'épargne et le crédit, les services de santé »¹⁷. Et si, là encore, les alternatifs sont aujourd'hui loin du compte, leur obstination systématique atteste qu'ils poursuivent avec détermination une stratégie d'avancée pas à pas.

β Le refus de la centralisation

Par principe, chaque coopérative régionale doit être aussi autonome que possible. La vertu suprême aux yeux des fondateurs du mouvement est la prise en charge par chaque communauté de ses propres problèmes par ses propres forces. Les Clubs et Green Coop ont une centrale d'achat, qui les fournit surtout en produits importés (sucre, bananes...). Mais chaque groupe régional recourt pour l'essentiel à ses fournisseurs locaux.

Les Clubs ont un organe central de 24 membres élus, le *Rengōkai rijikai* (Assemblée des délégués). Il a créé en 1996 un centre de recherche sur « la vie du secteur citoyen » (*Shimin sector seisaku kikō*) et un autre sur les mouvements sociaux (*Shakai undō kenkyū center*). Mais les fonctions de ces organismes sont réduites à une réflexion générale sur les objectifs du mouvement, diffusés par la revue *Seikatsu to Jichi* (Vie et Autonomie).

c) Autres éléments d'une idéologie alternative

β Un féminisme bien tempéré

La littérature et les responsables de Green Coop et des Clubs insistent beaucoup sur le fait que « les coopératives agissent naturellement du point de vue des femmes », puisque leurs fonctions relèvent avant tout du champ d'activité des ménagères. Mais les

¹⁷ *Idem.*

femmes sont aussi valorisées comme porteuses de valeurs spécifiques (attention aux autres, dévouement, pacifisme) dont la société traditionnelle ne permet pas l'épanouissement. C'est sur elles que repose tout le fonctionnement des réseaux, et elles doivent par principe assurer les fonctions de direction qui leur sont refusées presque partout ailleurs dans la société japonaise.

De fait, tous les responsables des *chiku* et des *shibu* des deux organisations sont des femmes. Mais partout, les pères-fondateurs ont été des hommes : Iwane à Tokyo, Yokota à Kanagawa, Muraoka et Takeda pour Green Coop. A Hokkaïdo, ce sont trois permanents de la confédération syndicale socialiste Sôhyô, et Kobayashi Shigenobu, un proche de Yokomichi Takahiro (gouverneur socialiste de l'île entre 1987 et 1995). Ceux qui n'ont pas disparu sont encore actifs, en général au poste discret de directeur exécutif (*senmu riji*), comme MM. Kobayashi et Muraoka. De manière très significative, partout où nous avons enquêté, c'est l'un d'eux qui a répondu à l'interview, hors de la présence de tout élément féminin, à l'exception de la classique porteuse de thé. En revanche, quand nous avons interviewé en 1992 Mme Utsugi Tomoko, une élue du NET, pour le Club de Kanagawa, elle parlait sous le contrôle silencieux, mais constant, de M. Inaba Mitsugu, secrétaire général. On peut aussi noter qu'il n'y a que trois femmes pour neuf hommes parmi les conseillers en titre (*kômon*) du « Fonds de bien-être » de Green Coop, et 10 hommes sur 24 délégués dans l'organe central des Clubs, le *Rengôkai rijikai*. Même en minorité, et placé sur les marges de l'organigramme, l'élément mâle semble toujours peser lourd dans un mouvement ostensiblement géré par les femmes.

β Une écologie tolérante

Chaque coopérative assure par elle-même l'essentiel de ses approvisionnements auprès des fournisseurs locaux. Les contrats comportent des critères écologiques, qui limitent l'usage des produits chimiques et en interdisent certains. Ils imposent surtout une obligation de transparence en la matière. Mais cette démarche se veut souple, avec une finalité éducative affirmée. Selon les termes du directeur exécutif du Club de Hokkaïdo, « pour le moment, il s'agit de convaincre peu à peu les agriculteurs de changer de méthode ». Certains Clubs, comme Kanagawa, privilégient des fournisseurs en fonction de critères politiques — par exemple en s'approvisionnant auprès des maraîchers de Sanrizuka, en lutte depuis 1966 contre l'aéroport de Narita, ou auprès des pêcheurs de Minamata, victimes exemplaires de la pollution reconvertis dans la mandarine. Mais, ici aussi, la variété est la règle. Green Coop, dont la zone d'influence comprend pourtant Minamata, ne s'y approvisionne pas...

Les activités de récupération et de recyclage constituent un élément indispensable à la panoplie alternative. La mémoire collective du mouvement révère l'exemple du Club de Kanagawa, le modèle incontesté, dont l'essor initial s'est fondé sur une campagne auprès des ménagères pour lutter contre les détergents chimiques (1980). En pieux souvenir, chaque coopérative, à peine enracinée, se lance dans le recyclage des vieilles huiles de friture en savon « naturel ». La récupération du verre, du papier et des emballages d'œufs en plastique est aussi assez couramment pratiquée. La lutte anti-nucléaire est également un *must* absolu, qui combine les souvenirs historiques, l'écologie et le profond

tropisme pacifiste du peuple japonais.

On peut également ranger sous la rubrique « écologie » la défense des minorités ethniques — là où il en subsiste. A Hokkaïdo, le mensuel du Club s'intitule *Chuppu* (« le soleil » dans la langue des Aïnus, la population aborigène réduite aujourd'hui à moins de 40 000 personnes).

ß La coopération internationale

Dès 1982, les Clubs ont envoyé cinq représentants à la Conférence de l'ONU sur le désarmement. Les quatre coopératives alternatives se sont groupées pour agir en commun sur ce plan au sein du mouvement *Alternative Japan* (1989). Elles ont participé au forum des ONG féminines à Pékin en 1995. Leur action à long terme s'est pour l'instant concentrée sur la Corée et les Philippines.

En Corée, l'envoi d'experts et la formation de militants coréens devraient permettre de finaliser en 1997 ou 1998 la création de la coopérative « Vie Précieuse » (*Hansalin*), fondée sur les principes alternatifs. Aux Philippines, la coopération se fait avec les agriculteurs des îles Negros, qui cultivent la canne à sucre et les bananes. *Alternative Japan* achète leurs produits, mais veut aussi les aider à se reconverter (stages au Japon, envoi d'experts). Des excursions de lycéens japonais doivent aussi aider à une prise de conscience des problèmes du Tiers Monde. Quant au Club de Hokkaïdo, il a reçu un « Nobel alternatif » pour son dixième anniversaire, et il a été le seul groupe japonais parmi les cinquante ONG distinguées à l'occasion du cinquantenaire des Nations unies. Ce qui suppose, à tout le moins, une politique active de candidature...

ß La cyber-démocratie

A travers les propos de nos interlocuteurs, la « cyber-démocratie » a été souvent présentée comme un des meilleurs moyens d'action possibles du mouvement alternatif, le mieux adapté à son paradigme organisationnel : le *network*, le réseau d'individus autonomes capables de contacter tous ceux qui pensent comme eux pour organiser leur synergie... Ce concept se retrouve au centre du préambule de la plateforme politique du Minshutô (Parti démocrate), dont nous verrons plus loin (p. 39) tout ce qu'il doit aux organisations alternatives.

Les « alternatifs » n'en sont pourtant encore qu'aux balbutiements. Ni à Fukuoka, ni à Hokkaïdo, les coopératives ou le NET n'étaient présents sur Internet en 1996. Au niveau central, il n'y a encore que des projets. Seul *Alternative Japan* possède son site Internet. Ce retard peut s'expliquer d'un côté par le recrutement des militantes, dont la plupart sont des ménagères de plus de quarante ans, non formées au maniement des communications interactives. Mais il faut y voir aussi l'effet d'un certain côté passéiste de l'idéologie et des pratiques, qui valorisent au plus haut point la chaleur du contact humain, l'empathie et la convivialité de la petite communauté. De fait, l'informatisation des commandes signifierait la fin du *han*...

L'initiative la plus en pointe en matière de « cyber-démocratie » appliquée est sans doute celle des écologistes d'Oita, qui ont été à l'origine du *mura okoshi undô* (voir p. 30). Leur serveur *New Coara* (pour « Koala ». [http:// www.@fat.coara.or.jp](http://www.@fat.coara.or.jp)) a diffusé en quasi

direct la rencontre entre le Président coréen et le Premier ministre japonais le 25 janvier 1997 — une manière au moins symbolique de transmettre l'information politique qui renvoie à l'idéal de démocratie directe¹⁸. De même, le mouvement contre l'aménagement de la baie de Wajiro (voir p. 27) a ouvert son site en 1996 (<http://www.bekkoame.or.jp/-kanisan/>).

I.3. La stratégie gramscienne et le passage au politique

a) *Le « pari gramscien » et ses nuances*

L'objectif ultime des responsables des Clubs et de Green Coop va très au-delà de la distribution des produits alimentaires et de l'écologie. Le mouvement est politique dès l'origine : Iwane appartenait à l'aile non marxiste du Parti socialiste ; quand celle-ci a été marginalisée, à partir de 1962-1965, il a cherché à faire de la politique autrement (mais il ne quittera le parti qu'en 1977). Sa principale source d'inspiration, comme celle de Yokota, est la pensée de Gramsci. Lam Peng-Er cite dix articles que lui ont consacrés les principaux initiateurs du mouvement, dont Iwane et Yokota, et nos interlocuteurs n'ont jamais hésité à reconnaître cette filiation idéologique, de Fukuoka à Hokkaido. Yokota lui-même, selon un de ses admirateurs, « doit être regardé dans la même lumière que Gramsci »¹⁹.

De Gramsci, les théoriciens des coopératives ont surtout retenu la théorie sur la formation d'une « culture alternative » fondée sur l'offre de pratiques non capitalistes de production, de distribution, de consommation et de recyclage, puis sur une prise en charge de plus en plus large de la vie quotidienne. Par ce moyen, on pourra progressivement, de façon presque anodine, organiser une « interaction citoyenne » menée selon des normes nouvelles, qui fera changer par la pratique quotidienne le système des valeurs de la communauté locale. Elle y deviendra « hégémonique »²⁰ quand 10 % de la population sera organisée selon ces nouveaux schémas. Il naîtra ainsi des communautés locales d'un type nouveau, qu'il est fondamental de doter d'une forte identité. Le mouvement gagnera alors de proche en proche, jusqu'à subvertir *in fine* le niveau national.

Pour répandre leur idéologie, les Clubs et Green Coop organisent de nombreuses conférences, des festivals, des excursions éducatives. Ils possèdent chacun leur maison d'édition, et diffusent revues et bulletins à plusieurs millions d'exemplaires. Les membres s'avèrent d'ailleurs être réellement des militants : d'après les données de Lam Peng-Er, environ 45 % des adhérents des Clubs assistent aux conférences qu'ils organisent. Et l'action pédagogique des organisations n'est pas sans effet : si seulement 42 % de ceux

¹⁸ *Asahi Shimbun* du 23 janvier 1997.

¹⁹ Iwami Takashi, préface au livre de Yokota *I among Others...*, *op. cit.*

²⁰ Le terme est gramscien, mais les porte-paroles des coopératives l'évitent, à cause des connotations de « rapports de forces » qu'il véhicule, et qui se marient mal avec l'idéal de « symbiose » (voir pp. 12 et 15).

qui adhèrent aux Clubs sont « intéressés par la politique », le pourcentage grimpe à 64 % après l'entrée.

La « société coopérative de petites communautés » (*kumiai chikki shakai*) est le concept de base commun à tous les groupes. A leurs yeux, le mouvement coopératif (*kumiai undô*) en lui-même, par-delà les différences idéologiques et organisationnelles entre ses composantes, est vital pour l'enracinement de la démocratie. Ils se nourrissent aussi du vieux fonds pacifiste de la gauche japonaise, et de l'apport des luttes des années soixante et soixante-dix, que nous avons évoquées en commençant. Mais les nuances sont nombreuses au sein du mouvement.

Green Coop met au centre de son discours la notion de « symbiose » (*kyôsei*), qui figure aussi bien dans le titre de son mensuel *Kyôsei no jidai* (l'ère de la symbiose) que dans celui du recueil des pensées du fondateur (*Kyôsei*). Ses slogans proclament la nécessité d'une quadruple symbiose : entre l'homme et la nature (*shito to shizen*), entre tous les humains (*shito to shito*), entre l'homme et la femme (*onna to otoko*), et entre les pays du Sud et ceux du Nord (*minami to kita*). On y perçoit l'écho nostalgique d'un « Age d'Or » qui se décline sur le thème de la communion avec la nature, de la convivialité, des « vieillards aimés » pris en charge sur un mode quasi familial et de l'effacement de toute conflictualité. De leur côté, les Clubs de la région de Tokyo privilégient la thématique plus politique de l'« autonomie » (*jichitai*), élément important du discours des partis de gauche depuis « l'ère des gouvernements locaux progressistes », où la majorité des centres urbains et des régions industrielles du Japon étaient gouvernés par des fronts socialistes-communistes (1967-1976 environ). Mais, de son côté, le Club d'Hokkaido présente comme son idéal la disparition de la notion même de « communauté », considérée comme un héritage confucéen imprégné d'autoritarisme, pour recentrer la société sur la notion occidentale d'« individu ». Le *han* lui-même, nécessaire dans le processus de création d'une structure alternative, devra finir par disparaître. Une perspective qui horrifierait les autres Clubs !

Ces nuances s'enracinent dans l'histoire différente des groupes. Green Coop s'est développée par fusions, alors que les Clubs ont rayonné à partir d'un centre unique. Et à Hokkaido, on souligne l'originalité de l'île, terre de pionniers et de marginaux...

b) *Le NET*²¹

Quelles que soient ses nuances, le projet des coopératives alternatives est donc fondamentalement politique, même si elles récusent en bloc les voies traditionnelles des partis. Deux ans après avoir créé sa première coopérative à Tokyo, Iwane a fait élire son épouse à l'assemblée d'arrondissement de Setagaya. Il n'est donc pas surprenant que les Clubs aient donné naissance, en 1979, au mouvement NET (*network*), destiné à

²¹ Ce passage se fonde essentiellement sur les données fournies par le mensuel *Jikkatsu Club* (Le Club de la Vie Autonome) du 24 juillet 1996, et sur les interviews de Mmes Utsugi Tomoko, conseillère municipale du NET à Yamatoshi (*Kangawa-ken*, en 1992 ; Komiya Fumiko et Imamura Emiko, conseillères municipales du NET à Fukuoka (4 octobre 1996) ; Shichiri Tomiko, secrétaire générale de Sapporo-NET (9 octobre) et Nakajima Kazuko, conseillère municipale NET de Sapporo et membre de la direction centrale du NET-Japon. Egalement, l'indispensable thèse de Lam Peng-Er.

pénétrer les assemblées locales.

Le NET et les coopératives sont formellement séparés. Aucun de leurs responsables ne porte de double casquette, et les organisations, même si elles sont exactement parallèles (*han, chiku...*), ne sont jamais confondues. En effet, la Loi sur les coopératives (*art. 2*) leur interdit expressément « d'être utilisées par un parti politique quelconque ». Lorsque le NET de Hokkaïdo a été créé, le bureau de la Santé de l'administration régionale²² a multiplié les remontrances et les « directives » (*shido*) chaque fois que *Chuppu* faisait la moindre mention de l'activité du NET ou publiait une photo montrant une de ses élues. Et les premiers succès électoraux du NET, à partir de 1982, ne sont pas étrangers à la tentative (manquée) du PLD pour réformer la Loi sur les coopératives en 1985-1986.

Malgré ces tracasseries, les NET sont présents aujourd'hui dans 9 régions (Hokkaïdo, Iwate, Yamanashi, Chiba, Saitama, Tokyo, Kanagawa, Nagano et Fukuoka). Ils ont 6 700 adhérents répartis en 109 sections (71 en 1992), et comptent 123 élues (75 en 1992), toujours des femmes. Elles siègent dans 69 assemblées locales, dont deux des quarante-sept conseils régionaux — Tokyo (3 élues) et Kanagawa (4) — et cinq des douze cités à statut spécial (*shiteitoshi*) : Sapporo (3 élues), Chiba (4), Yokohama (6), Kawasaki (4) et Fukuoka (2). A Tokyo, elles sont représentées dans 10 des 23 arrondissements, et 20 communes de banlieue. A Kanagawa, outre le conseil régional et les deux grandes cités de Yokohama et Kawasaki, elles sont présentes dans 15 communes.

Les NET refusent absolument le qualificatif de « parti politique » (*seijitô*) et se définissent comme *dairinin undô* (un « mouvement de présentation » de candidats). Pour rester des « amateurs », leurs élues s'engagent à abandonner leur siège après deux mandats et reversent toutes leurs indemnités au mouvement, selon le principe de « contrôle des rémunérations » (*saihi kanri*). Il est hors de question d'user avec elles du titre honorifique dont sont affublés tous les élus japonais, *sensei* (« maître »). Elles doivent promouvoir « une politique où les gens participent activement » (*sankagata seiji*), par opposition à « la politique où on sollicite humblement le maître » (*sensei onegaishimasu yu seiji*).

Dans les assemblées locales, les élues du NET s'attachent par priorité aux problèmes de vie quotidienne : l'hygiène des cantines scolaires, l'observation des principes écologiques dans les jardins des écoles maternelles, l'aménagement des rues pour les handicapés, le recyclage des ordures — au point que leurs collègues masculins des partis classiques les ont surnommées par dérision *gomi-tô* (« le parti des ordures »). Elles traquent le sexisme au quotidien, jusque dans les cahiers d'appel à l'école, où les filles figurent après les garçons. Mais elles luttent aussi contre le nucléaire et les nuisances provoquées par les bases militaires, et pour les droits des immigrés. Elles contestent avec obstination les projets d'aménagement urbain oublieux des impératifs d'environnement, ce qui leur vaut parfois des repréailles musclées²³. Enfin, elles relaient

²² Les coopératives sont sous la juridiction de ce ministère.

²³ A Fukuoka, une conseillère du NET, opposée au projet d'aménagement de la baie de Wajiro, a été sommée en pleine assemblée de « laisser ces problèmes à ceux qui y connaissent quelque chose ». Le vice-président du conseil municipal l'a menacée : « Si vous vous obstinez, vous ne pourrez plus dormir la nuit »

les multiples procédures intentées depuis quelques années par les contribuables pour obtenir la transparence administrative (*jôhō kôhai*) — un thème ultra-sensible sur lequel les citoyens manifestent aujourd'hui une grande pugnacité (voir : VII.— Perspectives, p. 42).

Les NET publient 109 bulletins divers, totalisant 8 115 000 exemplaires (4 776 000 en 1992). En 1995, ils ont créé une revue nationale, *Dairinin Undô*, surtout consacrée aux stratégies d'implantation et d'organisation, à côté d'articles de fond sur les deux concepts centraux : le *chikki shakai* et l'amateurisme en politique.

Il a fallu attendre treize ans (1993) pour que les NET créent un « appareil central », le *Kanjikai* (Comité des responsables) de huit membres, où les Clubs sont aussi représentés ès-qualité. Les *kanji*, désignés par le comité exécutif de chaque NET régional, se réunissent cinq ou six fois par an. La même année a été créé le *Dairinin undô kôryu center* (Centre d'échanges sur le mouvement de présentation), qui sert de centre de documentation et publie une revue trimestrielle. Mais ces organes n'ont pas vocation à imposer une « ligne politique ». Non plus que le grand symposium bi-annuel (*Chikki net katsudô kôryu chûkai*), auquel chaque section est représentée par deux ou trois délégués. Aux législatives du 20 octobre 1996, par exemple, les responsables centraux penchaient pour un soutien au Minshutô, mais chaque NET est resté libre d'accorder ou non sa recommandation (*suisen*) à un candidat. La plupart s'y sont refusés.

I.4. Ambiguïtés

Si le mouvement « alternatif » organisé autour des coopératives apparaît incontestablement comme un défi à l'ordre politique établi et à la culture autoritaire et hiérarchique dominante, il n'en reste pas moins ambigu sous nombre d'aspects. Une ambiguïté qui pourrait, le cas échéant, faciliter sa récupération par des élites qui ont déjà prouvé dans l'histoire leur capacité à intégrer les « nouveaux entrants » sur le marché politique.

Il faut d'abord souligner que la structure des Clubs et de Green Coop (le *han*), n'est pas sans rappeler les *tonarigumi* (groupe de dix foyers) sur lesquels se fondait le contrôle social et policier à l'époque Tokugawa, et les « associations de voisinage » (*chônaiikai*) semi-officielles qui les ont remplacés après la guerre. Cette structure est aussi celle de la Sokagakkai, secte-mère du parti Kômeitô, et des « associations de soutien » (*kôenkai*) sur lesquelles repose la force du Parti libéral-démocrate²⁴. Même si la forme ne fait pas le fond, le fait que les mouvements alternatifs se coulent dans des modèles d'organisation hérités des communautés traditionnelles et en réutilisent la symbolique (convivialité,

(*yomichi wa arukenai*). Sa voiture a été dégradée. *Wajiro higata tsushin* (Le Courrier des laisses de Higata) 39, juillet 1996, p. 2.

²⁴ Sur les *kôenkai*, voir J.-M. Bouissou, « La convivialité comme remède au conflit. Les "associations de soutien" des politiciens japonais » in J.-M. Bouissou (dir.), *L'envers du consensus. Les conflits et leur gestion dans le Japon contemporain*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, pp. 75-89.

attachement au territoire) n'est pas sans ambiguïté. Il faut rappeler à ce propos qu'une caractéristique essentielle de ces communautés, et de leur système de valeurs, est de ne pas reconnaître à l'individu d'identité propre et intangible, mais une « identité contextuelle »²⁵ définie par son *ba* (sa place) et les réseaux de relations et d'obligations sociales qu'elle commande. Si cette conception n'est pas fondamentalement incompatible avec la démocratie, elle est cependant fort éloignée de la primauté de l'individu en tant que tel, qui en est la valeur cardinale en Occident.

On doit aussi s'interroger sur la focalisation un peu obsessionnelle des coopératives sur le problème du vieillissement. Outre le Fonds de bien-être, Green Coop développe une gamme apocalyptique de produits spécialement destinés au troisième âge, du déambulateur ergonomique à la « baignoire de sécurité » et aux couverts spéciaux pour les arthritiques. Cette focalisation se retrouve dans les interviews menées à Hokkaido auprès des militants du NET et du Club. Elle peut intriguer, quand la majorité des adhérents ont entre 35 et 45 ans. Mais ces personnes encore jeunes sont celles dont les parents, bientôt septuagénaires, pâtissent aujourd'hui de la faiblesse des retraites et du manque d'institutions pour les vieillards. Ce sont aussi celles qui parviendront à la retraite vers 2020, quand le Japon n'aura plus que deux actifs pour un inactif. Elles sont donc très sensibles au discours dramatisant sur « la société vieillissante », dont le PLD travaille depuis quinze ans à faire une angoisse nationale, alibi pour une révision générale de la protection sociale à la baisse. Force est de constater que ce discours et celui des « alternatifs » se répondent. Et quand ceux-ci prennent en charge les personnes âgées, fût-ce sur un mode autogestionnaire, ils aident le gouvernement conservateur en palliant des lacunes criantes du service public.

Une conjonction encore plus troublante entre le discours dominant et celui des alternatifs se rencontre dans l'usage intensif du terme *kyôsei*. Cette notion de « symbiose » est devenue depuis quelques années le paradigme du nouvel ordre social à réinventer, aussi bien pour l'extrême-droite que pour la gauche. Nous avons analysé ailleurs les raisons de son émergence dans le Japon de la fin des années quatre-vingt, et l'usage auquel elle se prête de la part des élites²⁶, qui l'utilisent pour essayer d'accommoder ou de désamorcer les conflits au sein d'une société ébranlée par la remise en cause du compromis social qui assurait sa prospérité et sa stabilité depuis les années soixante. Le fait qu'une bonne part des alternatifs soient aussi des fanatiques de la symbiose fait évidemment problème....

Green Coop et les Clubs sont aussi de farouches défenseurs de l'agriculture japonaise. En 1993, les alternatifs ont créé le mouvement Devanda — Do it Eco-Vital Action Network for Agri-native (*sic*) — qui compte aujourd'hui plus de 10 000 groupes à travers le Japon. Définis par le slogan « *Dai-ichi ji sangyô no fukken* » (réhabilitation du secteur primaire), ses objectifs sont d'accroître l'autosuffisance alimentaire du pays et d'organiser

²⁵ Selon l'expression de Hamaguchi Eshun, « A contextual model of the Japanese », *The Journal of Japanese Studies* 2(2), pp. 289-322.

²⁶ J.-M. Bouissou, « Penser l'autre en se pensant soi-même : le Japon face à l'Asie », in D. Camroux et J.-L. Domenach (dir.), *L'Asie retrouvée*, Paris, Le Seuil, 1997, pp. 301-326.

la chaîne entre le producteur et le consommateur dans une optique écologique. En 1994, ils ont organisé une pétition auprès de la Diète contre la libéralisation des importations agricoles. Leur argumentation fait appel à la fois à l'hygiène (les produits étrangers seraient produits avec trop d'engrais chimiques et de pesticides) et à l'autogestion (« Il faut manger ce qu'on produit soi-même »). Mais là aussi, on doit constater que ce discours rencontre celui des éléments les plus conservateurs du PLD, soutenus par le vote rural, et qui ont fait de « la sécurité alimentaire » un objectif national... On voit encore s'esquisser là d'étranges connivences entre le ministère de l'Agriculture, le lobby rural du PLD et les alternatifs, contre l'ouverture du marché agricole et la mondialisation.

Quant à l'ouverture sur le monde, là encore, les « alternatifs » ne font que s'inscrire dans le large mouvement qui amène aujourd'hui toutes les communautés locales japonaises, quelle que soit leur couleur politique, à « faire de l'international »²⁷.

Ces éléments d'ambiguïté se retrouvent dans ce qui est pourtant un cas d'école des progrès de la culture alternative au sein des organisations contestataires japonaises : le mouvement anti-pollution de Nishiyodogawa.

II.— LE MARIAGE DES LUTTES TRADITIONNELLES ET DE L'ESPRIT ALTERNATIF : L'EXEMPLE DE NISHIYODOGAWA²⁸

II.1. Nishiyodogawa, phase 1 : la lutte défensive

C'est en 1968 que M. Moriwaki Kimio, chauffeur de taxi et militant communiste (bien que ce point ait toujours été confiné dans le non-dit), commence à organiser les victimes de la pollution dans l'arrondissement de Nishiyodogawa, à l'ouest d'Osaka. Des médecins sympathisants y avaient déjà organisé une association médicale qui gérait un hôpital coopératif et des centres de soins, dans la ligne d'un mouvement d'entraide des travailleurs commencé dès les années vingt, notamment avec la création de Coop Kobé.

L'arrondissement, situé dans une cuvette, compte environ 100 000 habitants. Son tissu industriel est formé surtout de PME sous-traitantes qui usinent des pièces métalliques. Plusieurs stations thermiques et des hauts-fourneaux y engendrent une pollution atmosphérique au dioxyde d'azote (NO₂) telle « que les oiseaux tombaient du ciel et que les voitures roulaient en codes même en plein jour ». En 1974, pas moins de 4,5 % de la population sera officiellement « certifiée » comme souffrant de maladies respiratoires. Aujourd'hui encore, avec 18 890 malades sur les 101 258 recensés dans les 23 zones

²⁷ Voir Karoline Postel-Vinay, *L'activité internationale des acteurs locaux au Japon et en Asie du Nord-Est*, Etudes du CERI 17, juin 1996.

²⁸ Le passage ci-après se fonde sur les interviews de MM. Kasagi Hiroo, directeur des recherches de la Fondation pour la restauration des zones polluées du Japon et secrétaire général de *Blue Sky Society*, et de M. Moriaki Kimio, directeur de la Fondation et secrétaire général de la Commission pan-japonaise d'action pour les victimes de la pollution (18 septembre 1996).

« officiellement polluées » au Japon, Osaka reste une des régions les plus polluées du pays.

Paradoxalement, l'hôpital coopératif doit beaucoup à la mise en place par le PLD d'une assurance-maladie généralisée (1960), qui lui assure une clientèle solvable. Les procès des « Quatre grands cas »²⁹ permettent d'aller au-delà des soins palliatifs. En 1972, après les premiers jugements en faveur des plaignants, Moriwaki organise l'Association des victimes de la pollution et de leurs familles à Nishiyodogawa. Les débuts sont difficiles. En deux mois, Moriwaki fait plus de cent discours de rue ; mais les victimes se cachent, par peur de la discrimination. La majorité des 400 membres fondateurs de l'Association ne sont pas des malades. En mars 1973, elle organise un *sit-in* permanent devant la mairie d'Osaka. Le gouvernement local est passé aux progressistes en 1971. Son appui va être décisif. Il offre un programme d'avant-garde pour recenser et certifier les victimes de la pollution, et les faire indemniser partiellement par des contributions volontaires des entreprises locales.

Fort de ce succès, le mouvement communiste anti-pollution organise un bureau de liaison national (1976), une association régionale d'Osaka (1977), puis l'Association japonaise des victimes de la pollution atmosphérique (1981), forte aujourd'hui de plus de 100 000 adhérents, dont Moriwaki devient directeur général. Sous la pression d'un mouvement qui a gagné tout le Japon, le PLD vote une loi pour dédommager les victimes de la pollution, largement inspirée des mesures prises par la municipalité d'Osaka, qui est une première mondiale (1974). Les associations de victimes, y compris celle de Nishiyodogawa, ont été consultées de très près : « [Pendant l'été 1973] nous étions appelés à Tokyo presque chaque jour pour rencontrer les fonctionnaires et discuter avec eux chaque mot et chaque phrase du nouveau programme »³⁰. Le mouvement tend à se ritualiser, avec l'instauration d'une journée nationale destinée à coordonner l'action de tous les mouvements sur l'agence de l'Environnement, en juin de chaque année.

Mais, en 1978-1979, les gouvernements locaux progressistes tombent les uns après les autres, y compris à Osaka. Il n'en faut pas plus pour que le PLD relâche les normes fixées pour limiter le taux de NO₂ dans l'atmosphère. Le mouvement anti-pollution répond par une vague d'actions en justice concernant cinq cas majeurs de pollution atmosphérique : Chiba, Kurashiki (Okayama-ken), Kawasaki (Kanagawa-ken), Amagasaki (Hyôgô-ken) et Nishiyodogawa. A Nishiyodogawa, entre 1978 et 1985, 725 plaignants intentent trois procédures contre neuf entreprises, au premier rang desquelles la Compagnie d'électricité du Kansai (*Kansai denryoku*). Cette action est soutenue par des campagnes de pétitions, mais aussi par l'achat d'actions des entreprises visées, qui permet aux victimes de parler aux assemblées d'actionnaires.

Les firmes résistent d'abord avec détermination. Il faut plus de dix ans pour que les

²⁹ Les quatre affaires qui font éclater les scandales de pollution à la fin des années soixante : empoisonnement par le mercure de Minamata et de la rivière Agano, contamination par le cadmium dans la région de Toyama, asthme de Yokkaichi.

³⁰ K. Moriwaki, « The experience of organizing pollution victims in Nishiyodogawa », travaux du colloque *Japan's Pollution Experience* (1995), miméo, p. 2.

plaignants l'emportent en première instance, en 1988 (Chiba), 1991 (Nishiyodogawa-1), 1994 (Kawasaki) et 1995 (Kurashiki). Mais le contexte a changé. Le « triangle d'airain »³¹ perd sa cohésion, et le PLD chancelle. La spéculation, puis par la crise, attisent le mécontentement des citoyens envers le système économique. Le patronat juge plus prudent de transiger. Après avoir fait appel, Kawasaki Steel recule et traite à l'amiable avec les plaignants de Chiba. En 1995, deux semaines avant le prononcé du jugement dans les cas Nishiyodogawa-2 et -3, *Kansai denryoku* et les neuf autres firmes visées reconnaissent leur responsabilité. Elles s'excusent officiellement, et leurs présidents viennent « s'incliner profondément devant les victimes ». Elles payent 2,5 milliards de yen aux plaignants (environ 500 millions de francs). Elles s'engagent à « faire le maximum possible » pour remédier à la pollution, et contribuent pour 1,5 milliards de yen à une Fondation pour restaurer l'environnement à Nishiyodogawa, créée en 1991³².

La bataille judiciaire n'est pas entièrement terminée. Le gouvernement et la Corporation des autoroutes (*Nihon dōrō kōdan*), qui étaient aussi visés par la plainte, ont refusé de transiger. Ils ont été condamnés à 65 millions de yen de dommages et intérêts. De plus, le tribunal a émis une injonction de faire cesser le dommage, qui constitue une première dans les affaires de pollution au Japon. Les pouvoirs publics ont fait appel.

II.2. Nishiyodogawa, phase 2 : le projet alternatif

Avec cette victoire, le mouvement passe à une phase nouvelle. Le but est désormais d'organiser « le renouveau de la communauté » (*chikki kaiseika*) grâce aux fonds obtenus. C'est ici qu'entre en scène une nouvelle génération de militants, dont le prototype est M. Kasagi Hiroo, fondateur du Conseil pour l'environnement urbain d'Osaka. Quand le communiste Moriwaki organisait les victimes de Nishiyodogawa, Kasagi, venu du mouvement de 1968, bataillait pour la préservation du quartier historique de Nakanoshima, à la tête d'un groupe de jeunes architectes, historiens et intellectuels. Ils se heurtent à l'indifférence, car Nakanoshima est un quartier d'affaires, sans guère de population. Pour y amener les gens, ils créent un festival (*Nakanoshima matsuri*). Organisé début mai, lors des vacances de la *Golden Week*, par des comités de citoyens (*shimin dantai*), il est devenu un événement majeur, avec 300 000 participants en 1996. Finalement, l'essentiel du quartier sera préservé.

La culture des deux mouvements est très différente. Selon un témoin, dans les années soixante-dix, « Kasagi et Moriwaki ne pouvaient même pas se parler »³³. D'un côté, il y avait « la rude campagne des victimes de la pollution », et de l'autre « le sociable mouvement de citoyens pour le développement de la communauté »³⁴. Les premiers

³¹ En japonais, le « triangle du pouvoir » (*senkaku dōmei*) : PLD/haute administration/patronat.

³² A. Muramatsu, « Japan's air pollution court cases », *idem*, p. 15.

³³ Interview de Kamo Toshio, professeur à l'Université municipale d'Osaka (18 septembre 1996).

³⁴ Kasagi Hiroo, « Initiatives by pollution patients to renew their communities », travaux du colloque...

contacts n'ont lieu qu'en 1990. Mais la conclusion de la bataille judiciaire et le vieillissement des militants de l'Association des victimes (l'âge moyen des victimes dépasse aujourd'hui 72 ans) semblent avoir amené ses responsables à conclure qu'il fallait passer à une phase nouvelle. Le recul du PCJ y est peut-être aussi pour quelque chose (entre 1979 et 1993, il a subi une érosion constante, tombant de 10,4 % des voix et 39 élus à 7,8 % et 15 élus). Quoi qu'il en soit, les deux groupes présentent en commun un « plan de base » pour la restauration de Nishiyodogawa dès 1991. Le mouvement *chikki kaiseika* réussit une manière d'OPA amicale sur celui des victimes. Il amène avec lui des jeunes gens juste sortis de l'université, qui forment l'essentiel de la petite équipe de la Fondation pour restaurer l'environnement à Nishiyodogawa, dont Moriwaki et Kasagi sont respectivement président et directeur des recherches. Celle-ci présente deux nouvelles séries de propositions (1994, 1995).

Un premier point à souligner est la connotation nostalgique, voire passéiste, du discours de la Fondation, et l'évocation récurrente de la notion de culture communautaire locale. « La pollution (...) a volé aux gens plus que leur santé : leur culture, leurs communautés et la joie de vivre », celle du temps où « les enfants jouaient dans les petits canaux et attrapaient des poissons, (...) où on prenait le bateau pour aller à la campagne acheter de belles pastèques bien rouges, où on suspendait le linge à sécher le long des canaux et où les gens se parlaient d'un bord à l'autre ». Au-delà de la limitation des émissions polluantes, c'est ce mode de vie convivial qu'il s'agit de recréer. Le préambule du « plan de base » de 1991 précise : « Notre but est de restaurer le paysage original, avec ses canaux, ses îles et sa verdure, et les expériences du passé, telles que les fêtes locales et les jeux (des enfants) dans les canaux ». Le plan de 1994 veut reconverter le site d'un haut-fourneau en « village d'artisanat et de jardinage ». Pour entretenir la mémoire de la communauté, le bâtiment désaffecté du tribunal où les premières plaintes ont été déposées devait devenir un « Musée d'histoire des modes de vie » (mais le gouvernement, goûtant peu cette symbolique, l'a fait détruire en 1996).

La Fondation constitue clairement un mouvement d'un type nouveau, qui transcende la lutte défensive des victimes de la première génération. Elle ambitionne de bâtir un environnement sans pollution, notamment en enfouissant la circulation et en réhabilitant les canaux et le transport par eau. Elle veut faire « autogérer l'environnement » par les habitants. Ceux-ci sont invités à mesurer en permanence le taux de NO₂ dans l'air, grâce à des équipements très simples (un filtre imbibé de substance chimique dans une petite éprouvette), que les écoliers portent souvent accrochés à leur cartable, et que la Fondation collecte et analyse. Pour inscrire son action dans la longue durée, celle-ci forme les enfants et les implique dans des forums de discussion, via les radios locales ou le e-mail. Enfin, elle ambitionne de faire de Nishiyodogawa un modèle pour les zones polluées « d'Asie et d'ailleurs », d'où l'on enverrait des *grassroots cooperation missions* (*sic*), où l'on formerait des experts dans une université spécialisée gérée par des ONG, et dont l'expérience se partagerait via Internet...

Figure aussi en bonne place dans le discours de la Fondation le thème de la symbiose

op.cit., p. 28. *Idem* pour toutes les citations suivantes (pp. 25-26).

(*kyôsei*), dont nous avons déjà souligné l'ambiguïté. La végétation et les animaux sont admis aux côtés des victimes humaines. Et les entreprises polluées sont invitées de grand cœur à réintégrer la communauté : « Il est vital de retisser les liens entre les entreprises et les citoyens, dont la pollution a fait une relation conflictuelle, sous la forme d'une relation de coopération et de partenariat. Tous membres d'une même localité, ils en feront une véritable communauté pleine de vie, où il leur sera facile de vivre ensemble ». D'autant plus que ces entreprises détiennent de larges terrains inutilisés dans la zone polluée, dont la restauration accroîtra la valeur...

Nous avons déjà souligné combien le thème de la symbiose se prête aux manipulations récupératrices. Alors que M. Kasagi se félicite de « l'attitude positive » de l'agence de l'Environnement à l'égard de la Fondation et des « réactions positives des anciennes entreprises accusées », les militants communistes, eux, continuent à dénoncer l'agence et les entreprises, à prôner le retour des gouvernements locaux de gauche comme solution ultime aux problèmes d'environnement, et à utiliser la rhétorique traditionnelle de la gauche japonaise en liant « l'éradication de la pollution et la promotion de la paix »³⁵. Mais, malgré ces divergences, les deux mouvances sont parvenues à collaborer pour faire entrer le mouvement dans une nouvelle étape, qui constitue un approfondissement majeur. A Nishiyodogawa, on est passé de la lutte défensive pour les indemnités à la volonté de promouvoir une prise en charge « directe et démocratique » du problème de la pollution par la communauté tout entière, qui se reconstruira à travers le processus. Nous retrouvons ici clairement les idéaux qui sont aussi à l'œuvre dans les Clubs et à Green Coop.

Mais il s'en faut de beaucoup que tous les mouvements de lutte locaux connaissent la même réussite. Ces échecs ne sont pas moins intéressants à analyser, à l'exemple de celui du mouvement anti-nucléaire de Hokkaïdo.

III.— UN CATALOGUE DES FAIBLESSES DU MOUVEMENT ALTERNATIF : LA LUTTE ANTI-NUCLÉAIRE A HOKKAÏDO³⁶

III.1. Les baisers de la mort : un mouvement trahi par le *mura* et par la gauche

Le mouvement de lutte contre la centrale nucléaire de Tomari, à Hokkaïdo, concerne

³⁵ *I Can No Breathe, Report from the Japanese Air Pollution Victims Association*, Tokyo, 1996.

³⁶ Ce passage se fonde sur l'interview de M. Someya Kazuhiko, responsable de la Société de réflexion sur le problème nucléaire d'Iwanai (*Iwanai genpatsu mondai kenkyukai*), le 14 octobre 1996, et sur l'ouvrage de Kashiwa Yotarô, *Warera sabishiki genjyûmin*, (« Nous, pauvres autochtones », ou « Nous, pauvres citoyens nucléaires » : il y a un jeu de mots), Sapporo, Image Office, 1993.

quatre villages de pêcheurs et paysans (Tomari, Kyowa, Iwanai et Kamoennai), qui regroupent environ 35 000 habitants. A ses débuts (1970), il rassemble des activistes de la gauche pacifiste, notamment des syndicalistes enseignants affiliés à la fédération socialiste Sôhyô³⁷, et les coopératives de pêcheurs et d'agriculteurs qui craignent la mévente de leurs produits. Le mouvement utilise les structures traditionnelles des *mura*, et surtout les organisations de jeunes gens (*seinenbu*). Pendant dix ans, celles-ci mènent l'action sur le mode ancestral de la supplique et de la discussion : pétitions au niveau local, puis auprès des ministères, négociations avec les élus locaux solennisées par des « comptes rendus officiels » (*kakuninchô*). Mais ces modes d'action ne débouchent sur rien. Pendant ces palabres, la Compagnie d'électricité de Hokkaïdo (*Hokuden*) augmente ses offres de dédommagement financier, jusqu'à un total de 8,34 milliards de yen (environ 2 milliards de francs). Les leaders des coopératives, qui ne cherchaient sans doute pas autre chose depuis l'origine, se laissent circonvenir. Acculé, le mouvement recourt tardivement à la confrontation directe, en lançant une pétition pour forcer le maire (pro-nucléaire) de Kyowa à démissionner. Il manque 250 signatures. Cet échec signe la fin de la résistance fondée sur les structures locales. Les travaux peuvent commencer en 1984.

Déraciné, le mouvement met trois ans à se ressaisir en changeant de stratégie. Hokkaïdo est un des bastions du Parti socialiste et de sa centrale syndicale, Sôhyô. En 1987, les socialistes se préparent pour reconquérir le poste de gouverneur, perdu en 1979. Leur candidat, Yokomichi Takahiro, promet de faire cesser les travaux. Sôhyô crée une structure régionale anti-nucléaire, *Zendô Rôkyô* (Association des travailleurs de Hokkaïdo). Les militants mobilisent les « citoyens ordinaires » à travers un *shimin undô* de type classique : *Han genpatsu zendô jumin kaigi* (Ligue des citoyens de Hokkaïdo contre le nucléaire). Mais sitôt élu, Yokomichi oublie sa promesse. Le mouvement tente alors un exercice de démocratie directe à grande échelle. Il lance une pétition pour introduire devant le conseil régional une proposition des citoyens afin d'organiser un référendum (1988). La pétition est soutenue par toute la mouvance alternative, dont le Club, et par Sôhyô. Elle recueille 900 000 signatures, quand 250 000 suffisaient. Au conseil régional, 54 conservateurs rejettent la pétition, 52 socialistes et communistes l'appuient. Les voix décisives sont celles des trois élus du Minsei Club, liés au syndicat modéré Dômei, mais jugés très proches du gouverneur. Deux votent pour repousser la pétition. Ce qui aurait été le premier référendum régional jamais organisé au Japon n'aura pas lieu.

La Ligue change une nouvelle fois de stratégie. Un mouvement de citoyens est organisé pour introduire une plainte en justice (1989). *Tomari genpatsu unten sachikômei sôchô* (« La plainte en justice pour stopper la centrale nucléaire de Tomari ») réunit 50 000 personnes, qui versent chacune 1 000 yen pour financer l'action intentée par 150 « plaignants délégués », dont cinq « permanents » vont assister à toutes les audiences,

³⁷ Notre informateur est d'ailleurs permanent de la fédération des enseignants de Sôhyô.

sous le contrôle d'un comité de 31 membres. Mais aujourd'hui, deux tranches de la centrale fonctionnent à plein régime, et une troisième est en voie d'achèvement. Le successeur de Yokomichi, élu en 1995 après avoir fait campagne contre, y est maintenant favorable. Il n'y a plus guère que les quatre élues du NET au conseil municipal de Sapporo pour mener encore le combat dans les assemblées locales. La Ligue ne compte plus qu'une dizaine d'activistes permanents, et « La plainte... » ne publie même pas de *newsletter* — l'activité minimum de toute organisation sociale japonaise — faute de moyens.

III.2. Les leçons d'un échec

Le cas de Tomari révèle quelques-uns des problèmes majeurs auquel se trouve confronté le mouvement alternatif japonais :

a) *L'utilisation des structures des mura peut être efficace comme mode d'organisation pour le mouvement alternatif, mais leur mobilisation ès-qualités avorte aussitôt qu'elles ont atteint leurs objectifs immédiats* (indemnisation). Même si elles sont porteuses de démocratie directe, par leur fonctionnement et par l'imaginaire collectif qu'elles véhiculent, elles sont peu capables de dépasser l'intérêt de leur *ba*. Les formes communautaires traditionnelles peuvent constituer une matrice, mais elles doivent être investies d'un contenu idéologique nouveau pour servir à « la réinvention de la démocratie par le bas ». À défaut, le mouvement achoppe sur l'esprit de clocher, et le clientélisme conservateur reprend le dessus.

b) *Les partis de gauche, intégrés dans le jeu des groupes d'intérêts de l'Etat « néo-corporatiste », ne constituent pas des alliés plus fiables*. Non seulement Yokomichi a trahi les anti-nucléaires de manière répétée, mais nous avons vu qu'il avait aussi laissé son administration faire obstacle aux débuts du NET, bien que sa propre femme ait été membre du Club. Sôhyô a soutenu les anti-nucléaires parce que sa fédération des enseignants la tirait et qu'elle n'a rien à perdre à le Compagnie d'électricité de Hokkaïdo, où elle n'a que 150 adhérents contre 3 000 au syndicat-maison. Mais quand trois de ses permanents ont voulu créer une coopérative alternative au sein de la confédération, ils n'ont trouvé aucun soutien et ils ont dû quitter Sôhyô pour fonder le Club. La rupture entre le mouvement et le Parti socialiste est devenue définitive depuis que celui-ci a abandonné son opposition de principe au nucléaire civil pour entrer dans un gouvernement de coalition avec le PLD en 1994.

Nous avons vu que l'existence d'un relais politique local (et le lien caché avec le Parti communiste) a été très importante pour le succès initial du mouvement de Nishiyodogawa. Inversement, son absence semble avoir réduit les anti-nucléaires de Hokkaïdo à l'impuissance, sans qu'ils soient capables d'imaginer une stratégie pour s'en passer, ni assez audacieux pour affronter ouvertement le gouvernement régional en sus de Tokyo et des autorités municipales. Cette contradiction est parfaitement incarnée par le personnage même de M. Kashiwa, père-fondateur et activiste inlassable du

mouvement, mais aussi permanent de Sôhyô. A ce titre, en octobre 1996, il travaillait à la campagne électorale de Yokomichi, qui se présentait à la Chambre, alors qu'en février, le politicien avait fait acheter et disparaître, dès leur sortie des presses, tous les exemplaires de la revue *Shûkan kinyôbi* (l'hebdo du vendredi) qui publiait une interview de lui.

c) *Les alternatives n'ont pas plus confiance dans l'institution judiciaire que dans les partis, et se sont montrés assez inhabiles à l'utiliser.* Ils ont attendu dix-neuf ans avant de s'adresser à elle. Ils adoptent à son égard une posture de confrontation, qui vise davantage à en faire une caisse de résonance médiatique qu'à obtenir une décision favorable. Fidèles à leur principe de prendre eux-mêmes en mains leurs propres affaires, les plaignants refusent d'utiliser des avocats professionnels, relégués dans les coulisses, comme conseillers. Ils privilégient les actions spectaculaires, comme faire avaler de force au juge du lait provenant des pâturages de Tomari, pendant que les sympathisants manifestent violemment devant le tribunal (ce qui a amené le magistrat à suspendre les audiences pendant deux ans).

Il est vrai que les bases juridiques sont fragiles. Au civil, les plaignants doivent déposer un cautionnement considérable, et doivent exciper d'un dommage personnel, ce qui est difficile en l'occurrence : aucune atteinte à la santé n'est détectable dans l'immédiat, et les pertes économiques ont été indemnisées à l'avance par *Hokuden*. Un recours administratif contentieux est facile à mettre en route, moyennant 10 000 yen de droit de timbre, mais il faudrait prouver que la loi sur les centrales nucléaires viole la Constitution, argument qui n'a aucune chance à la Cour suprême ; ou que la procédure d'autorisation a été entachée d'irrégularités, ce que les plaignants ne peuvent pas prouver faute d'avoir accès aux dossiers administratifs ; ou que les études d'impact sur l'environnement n'ont pas été menées correctement. Mais sur ce dernier point, il n'existe pas de loi nationale ; trois régions (Hokkaido, Tokyo et Kanagawa) et les onze grandes cités ont édicté une réglementation (*jôtei*) qui prévoit ce type d'études, mais il s'agit de « directives » (*gyôsei*) dont la force contraignante légale fait l'objet d'une jurisprudence confuse.

Il faut noter que la même attitude défaitiste face aux recours judiciaires se retrouve à Kobé. Les habitants dont les maisons ont été détruites par le séisme de 1995 ne sont pas indemnisés. Les contrats d'assurance excluent presque toujours ce risque, et la loi japonaise pour les zones frappées de catastrophe naturelle ne prévoit de reconstruire aux frais de l'Etat que les infrastructures. Les victimes n'ont eu droit qu'à des remises d'impôts et des prêts à taux réduits, et une somme d'environ 500 000 yen par foyer, provenant des dons répartis par la Croix Rouge. Pourtant, les groupes d'aide aux victimes n'ont imaginé aucune stratégie pour porter le problème en justice. Aucun collectif d'avocats ne s'est organisé pour les défendre. « Les Japonais n'en sont pas à ce point de sophistication », dit une journaliste spécialisée du *Kobe Shimbun*.

d) *Le mouvement est peu ouvert sur l'extérieur.* Bien que Hokkaido compte plus de 600 groupes écologiques de toute nature, comme ceux qui s'opposent à la multiplication des terrains de golf, les anti-nucléaires n'ont pas réussi à créer un réseau régional. La Ligue

coopère avec deux mouvements très proches géographiquement, à Wakanai (stockage de déchets retraités) et Rokasho, site candidat pour un accélérateur de particules. Mais elle n'a envoyé que 25 militants aux manifestations de 1996 à Rokasho.

Au plan international, Greenpeace n'a été contacté qu'en 1995, à l'occasion du transport des déchets retraités en France. La relation reste faible : M. Kashiwa la définit comme « *cooperating, but not working together* ». La Ligue n'a cherché ni assistance financière, ni aide organisationnelle. Des visites mutuelles ont commencé en 1995 avec les militants de La Hague, et avec des mouvements en Corée, à Taïwan et dans le Pacifique Sud. Mais il ne s'agit que de « *gathering, not working together* ». La mobilisation a été plus résolue autour de Tchernobyl, où M. Kashiwa s'est lui-même rendu (collecte de fonds, accueil d'enfants contaminés) ; il existe un échange régulier d'informations avec l'Ukraine. Mais la résolution pour passer à l'international semble manquer. « C'est trop pour nous », assure M. Kashiwa. Il semble qu'après cinq ans, l'activisme soit devenu un mode de vie qui se suffise en quelque sorte à lui-même et dont les militants, marqués par les déceptions et les échecs, craignent beaucoup qu'il soit bouleversé.

e) *Les anti-nucléaires sont très mal organisés au plan national.* Il n'ont ni exécutif permanent, ni site Internet. Leur seule réunion annuelle se tient en octobre... à l'occasion du Jour de l'énergie nucléaire (*Genshiryoku no hi*) créé par le gouvernement pour commémorer la mise en activité de la première centrale japonaise. Il sont divisés entre les pragmatistes qui veulent geler le programme nucléaire en combattant les projets d'extension, et les radicaux qui veulent dénucléariser. La coordination se fait plus ou moins autour de deux universitaires, Takagi Junzaburô (Université nationale de Tokyo) et Fujita Ryuko (Université Keio), dont les bases de données contiennent les coordonnées de tous les groupes anti-nucléaires du Japon. Les Clubs et le NET jouent aussi un rôle. Kanagawa NET, auquel Fujita est très lié, a créé une *hotline* anti-nucléaire. A Hokkaido, le Club a créé le mouvement *Sayonara genshiryoku hatsuden* (Adieu, centrales nucléaires !). Il existe aussi un réseau d'aide aux travailleurs victimes d'éventuelles contaminations accidentelles (*Hibakusha rôdôsha kyôen nettowaku*), que les compagnies cherchent à dissimuler.

Mais dès qu'il s'agit d'action politique, les anti-nucléaires sont aussi divisés que les autres « alternatifs ». Aux législatives de 1996, Takagi s'est violemment opposé à ce que Kanagawa NET soutienne le Minshutô. A Hokkaido, le mouvement a refusé d'accorder aucun *suisen* et n'a organisé aucune action électorale.

f) *Le mouvement a mal résisté à ses échecs.* Son incapacité à rebondir après sa très courte défaite de 1989 en capitalisant sur l'élan de la pétition est significative. Cela tient sans doute à son caractère défensif, qui n'est pas axé sur la mise en place de formes alternatives de vie quotidienne. Quand l'agenda est imposé par les élites qui poursuivent un objectif déterminé, le mouvement est moins solide que lorsqu'il définit lui-même son champ d'action. La « réinvention de la démocratie » se déploie mieux de son propre mouvement, et vers l'avenir.

Par delà ses faiblesses et ses tâtonnements, le mouvement a aussi montré que les alternatifs ont aujourd'hui à leur disposition une gamme de stratégies très étendue. Surtout, les militants de Tomari ont bel et bien ouvert la voie aux deux référendums locaux victorieux de 1996 (contre la centrale nucléaire de Maki en août et contre les bases américaines d'Okinawa en septembre). Deux initiatives qui remettent en cause tout l'équilibre des pouvoirs au Japon, mais qui amènent aussi à s'interroger sur l'éventuelle récupération de la thématique alternative par les élites, notamment les élites locales. Le référendum d'Okinawa, par exemple, a été organisé à l'initiative du gouverneur, qui semble l'utiliser surtout pour marchander avec Tokyo un gros paquet de subventions.

IV.— RECUPERATION ET CONTRE-RECUPERATION : LES *MACHIZUKURI KYOGIKAI* ET LE *BORANTIA KATSUDO*³⁸

IV.1. Le Groupe d'étude pour le Vieil Hakata

L'« aménagement urbain » (*machizukuri*) est un thème récurrent de toutes les campagnes électorales japonaises. Il est manipulé avec la plus grande efficacité par les conservateurs, qui peuvent se prévaloir de contrôler l'essentiel des ressources budgétaires et administratives nécessaires, mais il est incontournable pour tous les candidats. Le *machizukuri* ne se réduit pas à la promesse de bénéfices matériels. Il implique une vision organique et vitaliste de la communauté, qui suggère de le traduire par « revitalisation » plutôt que par « aménagement ». Cette conception se traduit par des slogans tels que construire « une ville lumineuse » (*akarui machi*), « une ville en bonne santé » (*genki na machi*) ou « une ville pleine de vie » (*ikki ikki shita machi*). Elle se reflète aussi dans le terme de *chinjyō*, qui désigne la procédure par laquelle les communautés locales présentent à l'administration centrale leurs projets de *machizukuri*, et qui implique moins l'exposé argumenté d'un dossier technique que la mise en évidence de l'engagement passionné des sollicitateurs... Dans cette optique, les aménagements matériels sont conçus comme le support d'une « âme » de la localité.

³⁸ Ce passage est fondé sur les interviews des professeurs Yabuno Yuzo et Imasato Shigeru, de l'Université nationale du Kyūshū, pour *Hakata-bu benkyōkai* ; de Mme Isobe Yasuko, journaliste au *Kobe Shimbun*, section des affaires sociales ; de M. Murai Masakiyo, membre du comité exécutif de la coordination des ONG pour le secours aux victimes du séisme de Kobé ; et de M. Hayase Noboru, secrétaire général du Centre pour l'action volontaire d'Osaka.

L'expression ultime de cette âme est le *matsuri*, le festival local organisé par les habitants, qui reste partout au Japon un temps très fort de la vie collective. On voit aisément comment le *machizukuri* peut recouper le thème de la « petite communauté coopérative » chère aux alternatifs.

Les citoyens ont toujours été très préoccupés de *machizukuri*. Mais en dehors de la lutte contre la pollution, leur action traditionnelle se bornait le plus souvent à solliciter des élus, toujours prêts à intervenir car trop heureux de pouvoir démontrer l'efficacité de leurs bonnes relations avec le ministère de la Construction ou celui des Finances. Mais le problème a pris une autre dimension dans la deuxième moitié des années quatre-vingt, quand la spéculation immobilière effrénée³⁹ vide les centres urbains de leur population. De nouveaux mouvements voient le jour, qui se caractérisent par la volonté d'aborder le problème du *machizukuri* sur un mode constructif et global, en proposant non seulement un certain type d'aménagement urbain, mais à travers lui, une philosophie de vie qui fait largement appel aux « racines » et à la préservation des modes de vie communautaires menacés.

Un exemple significatif est fourni par le Groupe d'étude sur le Viel Hakata (*Hakata-bu benkyôkai*), à Fukuoka, créé en mars 1992. Géographiquement, Hakata-*bu* est formé de quatre vieux districts scolaires du centre-ville traditionnel, bien distinct du « second centre » (Tenjin) où se concentre l'activité commerciale et administrative. Au plan sociologique, le mouvement mélange « vieux Japon » et « Japon moderne ». Le noyau dur des activistes associe un marchand de riz et un patron de PME de la construction à un architecte et un professeur d'université.

La démarche du Groupe d'étude est inséparable d'une vision de la communauté « à l'ancienne ». L'exposé de ses motifs insiste moins sur les dégâts économiques engendrés par la spéculation que sur « la discordance entre la population des nouveaux studios et la communauté locale, qui détériore les relations de voisinage », le fait qu'« on devient indifférent les uns aux autres, (...) que l'environnement éducatif pour les enfants se dégrade, (...) que la communauté est moins capable de protéger ses résidents ». Son but est de recréer « le bon vieux temps du voisinage », où « la plupart des maisons ont une entrée large et ouverte, qui permet aux voisins d'entrer en passant, sans façons. Les enfants peuvent jouer en sécurité dans les rues étroites, où la circulation est rare. Les gens se connaissent bien. Un polisson peut être grondé par les voisins, et les mères peuvent laisser sans crainte leur bébé aux soins de la maison d'à côté. Quand on manque de sauce de soja, on demande au voisin. C'est ça, la communauté au sens traditionnel »⁴⁰.

A Hakata, l'âme de cette communauté est le festival Yamakasa (10-15 juillet), organisé depuis 1240 par les *nagare*, unités à la fois administratives (une fonction disparue aujourd'hui), territoriales et conviviales. L'un des plus importants du Japon, réputé pour

³⁹ Dans la seule année fiscale 1986-1987, le prix des terrains a augmenté de 60 % dans les dix grandes villes les plus touchées par le phénomène (*The Japan Economic Journal*, 18 juillet 1987, p. 18).

⁴⁰ Imasato Shigeru, « Citizen's use of national polity. A case study of Hakata », *Hôsei Kenkyu* 76(2), novembre 1995, pp. 297-318 (pp. 309 et 313-315).

ses chars géants, il se distingue par le fait que « sa préparation et son organisation sont très autonomes, sans soutien extérieur, alors qu'un peu partout les festivals deviennent affaire de sponsors ». Pour le Groupe d'étude, « c'est cet esprit d'autonomie et d'autogestion qui caractérisent la communauté du vieil Hakata », et « si le Yamakasa n'existe plus, c'est la communauté qui meurt »⁴¹. Le Groupe s'est constitué d'abord par crainte de le voir disparaître, faute de gens pour l'organiser : entre 1965 et 1993, la population des quatre districts est tombée de plus de 42 000 habitants à moins de 15 000, et a beaucoup vieilli. La municipalité, tout occupée au développement de Tenjin et à « l'internationalisation » de la ville, ne s'en soucie guère, d'autant plus que Hakata « vote mal ».

Cette situation explique sans doute la stratégie choisie par le Groupe, qu'on peut caractériser comme « la prise en mains par les citoyens des politiques définies par le gouvernement central, pour faire pression sur le local ». Les réglementations du ministère de la Construction offrent de réelles possibilités d'action, notamment trois d'entre elles :

- le Programme de subvention de loyers (PSL), qui permet aux autorités locales et au ministère de subventionner ensemble jusqu'à 50 % des loyers dans des logements neufs ;

- le Programme global d'amélioration des conditions de logement (PGACL), qui subventionne les propriétaires de petits terrains s'ils procèdent au remembrement de leurs propriétés (*gappitsu*) en lots plus vastes, pour construire des immeubles coopératifs abritant leurs nouveaux logements et des logements à louer, et dégagent de l'espace pour les voies de circulation et les espaces verts ;

- la révision de la Loi sur la planification urbaine (1994) qui conseille aux municipalités d'associer les habitants aux projets de développement à travers des *machizukuri kyôgikai* (conseils pour l'aménagement urbain).

En 1992, le Groupe d'étude présente un « Plan de Renaissance de Hakata '92 ». Pour des raisons historiques, Hakata comporte une majorité de parcelles rectangulaires très étroites (3,6m x 27m). Le PGACL permettra de les regrouper, en veillant à ce que le nouvel urbanisme favorise les relations de voisinage (communication entre les immeubles au moyen de passerelles disposées tous les deux ou trois étages). Le PSL servira à installer de jeunes couples avec enfants, dont on exigera, en échange, une participation active au Yamakasa. Devant l'accueil mitigé de la mairie, les activistes adoptent une tactique de « pression par le centre », en allant plaider eux-mêmes leur cause au ministère de la Construction.

La mairie de Fukuoka est déjà aux prises avec une contestation alternative active : Green Coop, le NET (qui a deux élues au conseil municipal) et le mouvement de défense de la baie de Wajiro⁴². Elle choisit de coopter le Groupe d'étude, en nommant certains de

⁴¹ *Idem*, p. 308.

⁴² *Wajiro higata wo mamoru kai* (Société pour la protection des laisses de Wajiro), en lutte contre la municipalité depuis 1978. Elle a rassemblé 120 000 signatures en 1992 sur une pétition au conseil régional et à l'agence de l'Environnement, et a engagé deux procès en 1994.

ses membres à un Comité municipal de planification pour le logement (mai 1992), et en créant des *machizukuri kyôgikai* dans les quatre districts de Hakata, flanqués chacun d'un expert. Le Groupe accepte d'entrer dans ce jeu, d'autant plus volontiers qu'il a un fonctionnement plutôt élitiste. Ses leaders se qualifient eux-mêmes de *machizukuri mafia*, et leur démarche est parfois autoritaire : ainsi quand ils suggèrent d'exiger des bénéficiaires du PSL qu'ils participent au Yamakasa, où quand ils veulent une *task force* (*sic*) d'experts pour « aider les habitants à bien comprendre » les bienfaits des mesures qu'ils proposent.

IV.2. Les leçons du mouvement de Hakata

Le cas de *Hakata-bu benkyôkai* est intéressant à plus d'un titre.

a) *Il met en évidence les éléments de la culture des communautés traditionnelles qui peuvent être réutilisés par les alternatifs.* Dans le tableau que le Groupe brosse du vieil Hakata — autonome, convivial, coopératif, gérant son quotidien sur tous les plans — il n'y a rien que ne puissent reprendre le discours des Clubs sur les *kumiai chikki shakai*, ou celui du mouvement de Nishiyodogawa. La présentation des *nagare* comme des entités autogestionnaires est significative à cet égard. La signification même de ce terme (« le cours » d'un fleuve, ou d'un processus quelconque), peut renvoyer à l'idéal du réseau mobile que les alternatifs opposent à la « société verticale ».

b) *Il révèle un jeu complexe de « récupération/contre-récupération » qui invite à penser la relation entre les alternatifs et les élites en termes moins simplistes que la confrontation.* Le Groupe a « récupéré » des procédures mises en place par le ministère de la Construction et la force de l'administration centrale, qu'il a utilisées pour contourner la résistance des autorités locales. Celles-ci répondent en le « récupérant » au sein d'organes consultatifs. Cette stratégie a déjà été utilisée avec succès par l'administration centrale pour domestiquer les mouvements de consommateurs et certains *jûmin undô* dans les années soixante et soixante-dix. Tout au long de l'histoire du Japon, les élites ont d'ailleurs choisi ainsi de se relégitimer à intervalles réguliers en intégrant au processus de décision les nouveaux groupes qu'elles ne pouvaient ni ignorer, ni réprimer. Mais aujourd'hui, cette stratégie est mise en œuvre dans un rapport de forces où les élites traditionnelles sont très affaiblies par la crise de leur légitimité et leurs divisions internes. Les groupes plus ou moins contestataires ainsi cooptés pourraient peut-être, à terme, obtenir un infléchissement majeur des politiques, même si, dans le cas du *Hakata-bu benkyôkai*, il est encore trop tôt pour en juger.

c) *Il révèle aussi que des stratégies de type alternatif peuvent être utilisées dans des conflits internes aux élites locales.* Le premier est celui qui oppose les technocrates de l'administration municipale aux leaders du petit peuple urbain (ici, les animateurs des *nagare*, pour l'essentiel petits commerçants et artisans). Le deuxième oppose les jeunes

aux générations plus anciennes. Les leaders du Groupe sont tous des quadragénaires. Dans un passage significatif, ils s'en prennent violemment aux associations de voisinage traditionnelles (les *chônai*), qu'ils présentent comme inféodées à l'administration, et surtout comme « des organisations structurées selon un système à l'ancienneté, où les jeunes et actifs leaders peuvent se sentir gênés d'exprimer franchement leur opinion »⁴³. Il apparaît donc que la thématique alternative peut être utilisée dans une lutte entre élites locales, ce qui prête évidemment le flanc à la récupération.

IV.3. Le « mouvement de volontaires » : Kobé et au-delà

Une partie des alternatifs sont très conscients du risque de domestication qu'implique la participation aux commissions consultatives. A Kobé, ceux qui travaillent aux côtés des personnes encore non relogées (environ 50 000 à l'automne 1996) dénoncent violemment les *machizukuri kyôgikai* mises en place pour associer ostensiblement les habitants à la reconstruction de la cité ravagée par le séisme. Selon leurs responsables, les plans d'urbanisme destinés à vider le centre-ville des petites maisons populaires pour faire place à de grands buildings étaient depuis longtemps dans les tiroirs, comme en témoignerait la rapidité de la reconstruction. La catastrophe a donné la meilleure occasion possible de les réaliser. Dans ces conditions, les commissions consultatives ne sont qu'une supercherie.

Le séisme de Kobé a aussi mis en lumière, de façon spectaculaire, la force insoupçonnée du « mouvement de volontaires » (*boruntia katsudô*), qui exprime à sa manière le refus de la « société verticale » gérée sur le mode bureaucratique et illustre les vertus de la mobilisation citoyenne. On estime à environ 1 500 000 le nombre de personnes (surtout des jeunes) venues spontanément de tout le Japon dans les mois qui ont suivi le séisme, dont 400 000 ont effectivement prodigué leur aide. Environ 500 se sont installés sur place, sous la conduite de militants alternatifs chevronnés, formés dans les luttes des années soixante et soixante-dix, à l'exemple de notre informateur, M. Murai Masakiyo, ancien de la lutte de Minamata et du mouvement de libération des *burakumin*. Organisés en une trentaine de petites ONG, ils veulent promouvoir des formes d'aide qui ne fassent pas des victimes des « assistés » passifs (refus des distributions gratuites), et des formes de relogement qui recréent de véritables communautés (par exemple le relogement de personnes âgées et isolées dans des maisons communes coopératives). Ils cherchent aussi à passer au plan international ; ils étaient présents à la seconde Conférence des Nations unies sur l'habitat, en juin 1996 à Istanbul, et lors des opérations de secours après le grand séisme de février 1996 en Chine du Nord.

A Kobé, le mouvement de volontariat est disputé plus ou moins discrètement entre trois organisations : la Coordination des ONG, dont M. Mukai est secrétaire général ; Coop Kobé, la plus grande coopérative classique du Japon, que nous avons déjà rencontrée, et qui relève plutôt de la mouvance de gauche traditionnelle ; et le *Shakai fukushi inkai*

⁴³ Imasato Shigeru, *op.cit.*, p. 303.

(Comité de bien-être social), créé avec un temps de retard sous l'égide des autorités régionales. Cette multiplicité illustre la compétition entre les autorités et la mouvance alternative pour le contrôle d'un mouvement spontané dont le cours, en l'absence d'idéologie formalisée, peut être infléchi dans bien des directions.

La stratégie des alternatifs de Kobé n'est d'ailleurs pas claire. D'un côté, ils dénoncent les *machizukuri kyôgikai* comme une duperie, et la reconstruction comme une manœuvre spéculative aidée par l'administration. De l'autre, ils se félicitent que le président de la coordination des ONG siège « dans de très, très nombreux comités au niveau de la région », et ils coopèrent avec des fondations nettement de droite, comme celle qui paie le loyer des bâtiments où est installé le groupe de M. Mukai.

Ceci peut s'expliquer en partie par le fait que le mouvement est trop faible pour mener une stratégie de confrontation, qui risquerait en outre d'être mal perçue dans le contexte de la tragédie qu'ont vécue les habitants. Mais M. Mukai, qui a connu les luttes de la génération précédente, constate une différence fondamentale avec l'esprit du mouvement qu'il anime aujourd'hui : « A Minamata, c'étaient les citoyens contre le gouvernement et les entreprises ; ici, ce sont les habitants, les entreprises et le pays sur une base d'égalité ». Le passage, pour désigner les acteurs sociaux, de termes à connotation idéologique (*shimin* : citoyens) ou fonctionnelle (*seifu* : le gouvernement) à des dénominations neutres (*jûmin* : les habitants) et, plus encore, de type « organiciste » (*kuni* : le pays), est significative de ce changement de mentalité, qu'on retrouve aussi dans l'évolution du mouvement de Nishiyodogawa. C'est lui qui permet aux alternatifs de se donner comme but ultime l'établissement d'une situation où ils seraient admis « comme partenaires égaux » par les autorités, et non pas le renversement et le remplacement de ces dernières.

Touchant le « mouvement de volontariat », il est évident que la mouvance alternative peut capitaliser sur ce qu'il exprime de désir d'action citoyenne directe. Mais les pouvoirs publics ont travaillé à le canaliser depuis bien avant le séisme de Kobé. Dès 1970, le ministère de l'Education (une des places fortes du conservatisme pur et dur) avait lancé un programme à l'échelle nationale pour mobiliser et former les femmes désireuses de servir leur communauté dans le cadre d'organisations à but non lucratif. Il existe aujourd'hui au Japon environ 2 500 centres de formation de volontaires, qui fonctionnent aussi comme « bourse à l'aide » : ils centralisent les demandes de services et cherchent des volontaires pour les satisfaire parmi ceux qu'ils ont formés. Ils occupent ainsi, à leur façon, le terrain sur lequel les *workers' collectives* cherchent à mettre en œuvre leur concept de prise en charge autogérée du quotidien. Mais ils sont regroupés dans une structure para-administrative, peuplée d'anciens fonctionnaires, *Shakai fukushi kyoikukai* (Association pour la formation au bien-être social), qui a d'ailleurs téléguidé la création du Comité de Kobé. Il n'existe qu'une vingtaine de centres de formation « alternatifs », notamment à Osaka et à Tokyo, regroupés dans un « réseau citoyen » (*shimin katsudô*), mais qui restent par ailleurs membres de l'Association. Dans ces conditions, il ne sera pas facile aux alternatifs de capitaliser sur le potentiel du « mouvement de volontaires », que les autorités savent aussi utiliser à leur profit pour pallier les déficiences des services publics.

Cette stratégie, par laquelle l'administration propose à un mouvement spontané de le « guider » et de lui fournir cadres et infrastructure, est très répandue. Le ministère de la Santé la pratique à l'égard des coopératives, qui ont été regroupées au sein d'une fédération nationale, à laquelle les fonctionnaires prodiguent conseils et « directives », et dont ils attendent qu'elle leur serve de courroie de transmission ; cette « opération encadrement » a d'ailleurs été un échec, dans la mesure où son objectif était de « rationaliser » le mouvement en amalgamant les coopératives jusqu'à n'en avoir plus qu'une seule par *ken* (il en subsiste 669 aujourd'hui). Le ministère des Affaires étrangères la met en œuvre à l'égard des ONG : le premier pas a consisté à les recenser et à publier un annuaire⁴⁴, avant que la confédération patronale *Keidanren* ne crée à son tour une organisation dont la vocation est « d'aider » les ONG. Beaucoup de municipalités agissent de même envers les clubs de femmes, qui prolifèrent dans tous les domaines, et auxquels on propose d'intégrer une fédération municipale qui leur fournit à la fois un certain statut et un soutien logistique. Dans tous les cas, il s'agit de « cartographier » un terrain où ont proliféré des initiatives incontrôlées, puis de les engager dans un dialogue et de leur fournir des incitations pour accepter un certain « guidage » (*shidô*) paternel de la part des autorités.

Cette stratégie de contrôle-récupération est aussi à l'œuvre de manière exemplaire dans le mouvement dit *mura okoshi undô*, où la thématique et les pratiques alternatives se rencontrent avec les stratégies d'aménagement du territoire déployées par les différents niveaux de l'administration et sont reprises dans les luttes entre élites locales, dans un jeu de récupération et contre-récupération bien difficile à démêler.

V.— UNE AMBIGUÏTE A NULLE AUTRE PAREILLE : LE *MURA OKOSHI UNDO*⁴⁵

V.1. « Le développement des communautés locales par la base »

Un troisième exemple du jeu de récupération/contre-récupération est fourni par le mouvement de « développement des communautés locales par la base » (*mura okoshi undô*), parti de la région de Oita au début des années quatre-vingt, et aujourd'hui officiellement présent dans la plupart des 47 régions.

Le mouvement procède de la rencontre de deux logiques. Du côté de l'administration, au début des années soixante-dix, les visions grandioses de « Remodelage de l'archipel » (titre du best-seller signé par le premier ministre Tanaka Kakuei, mais rédigé

⁴⁴ *Directory of Non-Governmental Organizations in Japan*, Japanese NGO Center for International Cooperation (JANIC), Tokyo, depuis 1990.

⁴⁵ Ce passage est fondé sur les interviews de M. Someya Kazuhiko, responsable du *mura okoshi* à la direction de l'aménagement du territoire de l'administration régionale de Hokkaido et de M. Osaka Seiji, maire de Niseko (Hokkaido), ainsi que sur les nombreux documents qu'ils nous ont remis.

par les fonctionnaires du MITI, en 1972), à base d'énormes combinats intégrés d'industries lourdes, achoppent sur la crise pétrolière et sur la résistance têtue des *jûmin undô*. Les bureaux chargés de la politique industrielle revoient leur copie. Ils préconisent la concertation avec les communautés locales pour désamorcer les oppositions, des implantations moins concentrées et moins polluantes, des activités à plus haute valeur ajoutée. De leur côté, la mouvance des *jûmin undô* enfante ses propres concepts. « Penser le développement à partir du bas », sur la base d'activités peu gourmandes en capital, pour lesquelles la communauté pourra « compter sur ses propres forces » en se passant de subventions. Ne pas uniformiser, mais tirer parti de l'originalité de chaque terroir en mettant en valeur ses ressources particulières⁴⁶.

Le *mura okoshi undô* (littéralement: « mouvement pour soulever le village ») a pris naissance dans la région de Oita, dans cette île du Kyûshû qui a été le théâtre de la plus célèbre des tragédies de la pollution, celle de Minamata. Ses pères fondateurs sont un professeur, M. Ono Wataru, et M. Goto Kunitoshi, expert en sylviculture et président d'une petite société pharmaceutique. Mais il a été vite récupéré par le gouverneur de l'époque, qui popularisa son slogan : *Isson ippin* (« Un village, un produit »). L'idée de base était de trouver, dans chaque village, une production locale matérielle ou culturelle (une fête, un répertoire folklorique) susceptible de trouver des débouchés larges, et de la valoriser avec l'aide des autorités régionales (formation, marketing, transports, publicité, etc.). Goto Kunitoshi fut « coopté » par les élites locales, jusqu'à devenir président du conseil régional. Le succès de l'expérience et l'habileté du gouverneur à lui donner le plus grand retentissement médiatique incitèrent ici et là d'autres administrations régionales à la dupliquer. Chemin faisant, le concept perdit un peu de sa ruralité originelle, et on se mit à parler aussi de *machi okoshi* (« soulever la ville ») et de *chikki okoshi* (« soulever les communautés locales »).

Le gouvernement central reprit le mouvement à son compte, en partie pour faire face à la crise identitaire provoquée par les excès de l'économie spéculative des années 1985-1990, qui déboussolait le système des valeurs. Le premier ministre Takeshita (1987-1989) lança une campagne pour « revitaliser les villages natals » (*furusato zukuru*), le plan dit *Furusato sôseiron* (littéralement : création des villages natals)⁴⁷. Elle déboucha sur une des plus voyantes opérations de « corruption institutionnelle » de l'histoire électorale japonaise : en 1989, à la veille de sénatoriales qui s'annonçaient difficiles, le gouvernement alloua, sans aucune condition, une somme uniforme de 100 millions de yen à chacune des 3 255 communes du Japon, indépendamment de sa population, pour une opération de « revitalisation »... La nécessité de partager équitablement ce pactole

⁴⁶ Il n'existe pas de littérature en langue occidentale sur ce mouvement. En japonais, Hiramatsu Morihiko, *Tôkyô de dekinai koto o yatterimiyô* (Faisons ce que l'on ne peut pas faire à Tokyo !), Tokyo, NESCO, 1987. Marutani Kaneyasu, *Isson ippin pâfomansu* (La mise en œuvre du mouvement «Un village, un produit»), Tokyo, Hokuto Shuppan, 1987.

⁴⁷ Cette expression peut sembler paradoxale... *Furusato* désigne la localité d'où votre famille est originaire. Mais le terme est surchargé de toutes les connotations attachées à l'idée de « racines ». En ce sens, votre *furusato* n'est pas forcément le lieu où vous êtes né. La meilleure traduction pour le programme de Takeshita serait peut-être « ré-enracinement ».

amena souvent les habitants des petites communes à se concerter sur un mode proche de la démocratie de base, et incita les administrations régionales à créer des bureaux chargés de veiller à une gestion rationnelle de la manne, pour lesquels l'étiquette de *mura okoshi* était parfaitement adaptée. Le mouvement fut ainsi relancé et généralisé à l'échelle du pays.

V.2. Bureaucrates alternatifs, alternatifs bureaucratisés...

A Hokkaido, où il intègre officiellement les 212 communes de l'île, les principes du *mura okoshi*, tels qu'ils sont résumés par l'administration régionale, ne seraient pas déplacés dans une brochure des Clubs ou de Devanda :

- laissez le rôle dirigeant aux membres de la communauté ;
- développez des idées originales à partir de votre communauté ;
- recueillez des idées auprès de tout le monde ;
- créez des produits que vous achèteriez vous-mêmes ;
- accordez une grande attention aux besoins des consommateurs ;
- dépendez de vos propres idées et de vos propres efforts ;
- ajoutez une dimension culturelle à vos produits ;
- nourrissez votre culture locale, sans vous soucier de la mode des grandes villes ;
- soyez compétitifs, développez un réseau humain avec les autres communautés pour échanger les expériences ;
- progressez à votre rythme, mais avec constance⁴⁸.

Mais, sous cette rhétorique, le mouvement apparaît comme une entreprise bureaucratique, dont les brochures richement illustrées sur papier glacé masquent souvent des réalisations très limitées. Dans le village de Niseko (4 641 habitants), par exemple, où le « produit local » mis en exergue par la propagande officielle est un gâteau assez peu original nommé *kumazasa mochi* (pâte de riz emballée dans une feuille de bambou), il n'y a qu'une vieille femme qui en fabrique encore aujourd'hui... La principale activité de la section spécialisée de l'administration régionale, à part un recensement minutieux de ces spécialités locales, consiste à proposer aux communes les conseils d'une équipe d'experts, dont beaucoup viennent des agences de tourisme, des départements de marketing des grands magasins et de l'industrie agro-alimentaire⁴⁹.

Mais cette récupération ne va pas sans « contre-récupération ». La philosophie et les slogans du *mura okoshi* ont été repris dans certaines communes par de jeunes leaders, qui les ont utilisées pour évincer les vieux maires appuyés par les intérêts organisés (Chambres de commerce, coopératives agricoles) et les machines politiques traditionnelles (*kôenkai*). Trois cas particulièrement médiatisés ont été celui d'Osaka Seiji, élu à Niseko en 1994, et qui a été à 36 ans le plus jeune maire du Japon, celui de son

⁴⁸ *Kita ga hikaru kôsei ga ikiru* (Le Nord s'illumine, nos racines revivent), brochure éditée par l'administration régionale de Hokkaido, 1996.

⁴⁹ *Hokkaido chikki zukuri adviser*, brochure de l'administration régionale de Hokkaido, 1996.

alter ego Wakayama Akio, maire de la commune proche de Esashi, et celui de Goto Kunitoshi lui-même, élu en 1997 maire d'Ukushi, dans la région d'Oita. Tous les trois ont mis en œuvre dans leur action municipale les principes qui mobilisent aujourd'hui les Japonais contre la « société corsetée », et dont aucun n'est étranger à la mentalité alternative.

a) *Le développement d'une communication multiforme*, qui associe la convivialité de la « politique Tupperware » et la technologie de pointe de la cyber-démocratie. Nul au Japon ne peut plus ignorer que M. Osaka a informatisé lui-même toute sa mairie, qu'il ne se déplace jamais sans son portable et qu'il consacre les deux premières heures de sa journée à son courrier électronique⁵⁰. Quant à M. Goto, nous avons déjà vu qu'il est le créateur de la page *Coara* sur Internet.

b) *La participation systématique de toute la population aux décisions*, selon des modalités inspirées de la démocratie directe, qui court-circuitent notamment les *chônaiikai*, sur lesquelles M. Osaka a un jugement aussi négatif que la jeune *machizukuri mafia* de Hakata. Pour préparer le futur développement de Niseko, la mairie a fait circuler pour avis, dans toute la population, divers projets architecturaux pour les maisons qui seront construites, selon une procédure qui s'apparente à un référendum informel. La « transparence de l'information » (*jôhō kôkai*) est élevée au rang d'impératif absolu.

c) *Obliger l'administration à changer de mentalité, à se rapprocher de la population, et restreindre ses privilèges*. A Niseko, les guichets de la mairie ont été abaissés pour permettre aux administrés de s'asseoir pour parler aux fonctionnaires, et ces derniers ont été contraints d'abandonner leurs tournures de langage particulières (le *yakunin kotoba*). La journée continue a été instaurée à la mairie. A Ukushi, M. Goto a diminué de 30 % son propre salaire, revendu la voiture de fonction du maire, et promis de réduire de moitié les frais de représentation (*shichō kosaihi*).

d) *La dimension éducative* est importante. M. Osaka a créé un « groupe d'échange d'information » (*kōryūkai*), *Niseko keizai konwakai* (Forum économique de Niseko), pour lequel il fait venir des conférenciers de tout le pays. A Esashi, M. Wakayama a créé « L'Université de Esashi pour la communauté » (*Esaki chikki daigaku*), où 12 000 personnes sont passées depuis sa création.

On voit ici passer le *mura okoshi* d'une conception « rationnelle » à une dimension « sentimentale ». M. Osaka rejette d'ailleurs le terme même de *mura okoshi* et son slogan « fondé sur le produit », pour lui préférer l'expression *hokori okoshi* - « faire renaître (litt.: soulever) la fierté ». Il s'agit de retisser les liens sociaux selon une trame nouvelle, pour « recréer », ou revitaliser, la communauté entière, et non plus seulement accroître le niveau de vie. Ailleurs, on utilise des expressions comme *kōryū undō*

⁵⁰ Outre la presse régionale, voir notamment le *Nihon Keizai Shimbun* du 4 juin 1995, le *Nikkei Business* du 30 septembre 1996 (pp. 108-110) et le *Nikkei Shimbun* du 29 janvier 1996.

(« mouvement pour développer l'interaction »), ou *chômin zukuri undô* (« mouvement pour créer des citoyens »)⁵¹.

L'ambiguïté de ces expressions est évidente. D'un côté, « le citoyen est mis au centre », à la place des produits. La rhétorique insiste sur ses capacités d'initiative, son droit de savoir et d'être consulté, et l'importance de gouverner en interaction constante avec lui. Mais par ailleurs, le mouvement est clairement *top-down*. A Niseko même, le maire a un quasi-monopole de l'expertise informatique, et la consultation de la communauté sur l'architecture future de la cité s'est faite autour de l'option prédéterminée d'une esthétique écolo-pionnière à l'américaine. Ailleurs, on voit des maires mettre en place toute une panoplie de symboles — chant du village, fleur, arbre et oiseau du village, drapeau et charte du village que les écoliers apprennent par cœur, et jusqu'à des passeports du village⁵². Si la population est conviée à participer aux concours d'idées pour choisir ces symboles, il s'agit clairement d'une démarche venue d'en haut. On peut l'analyser comme le dernier avatar de la politique officielle de gestion rationnelle des communautés locales, dont les étapes précédentes ont été le regroupement plus ou moins forcé des hameaux au sein de vastes communes, puis les efforts de rationalisation du peuplement par l'abandon des hameaux trop écartés et le relogement de la population dans les centres, puis le développement économique via le *mura okoshi*. Il s'agit aujourd'hui de consolider le sentiment d'appartenance au *furusato* ainsi restructuré, à des fins très concrètes d'aménagement du territoire (empêcher la désertification des zones montagneuses), de politique intérieure (sauvegarder les bastions ruraux du PLD), et dans la perspective de la « société vieillissante » (la prise en charge des personnes âgées sera facilitée par ces communautés « revitalisées »).

V.3. La lutte pour le contrôle du mouvement au niveau national

L'ambiguïté extrême du mouvement, quel que soit le nom qu'on lui donne (*mura*, *machi*, *chikki*, *komyûniti* ou *hokori undô*), apparaît encore mieux dans les tentatives faites par les uns et les autres pour l'organiser au niveau régional ou national.

La Société de réflexion sur l'autonomie locale (*Jichitai gakkai*) a été créée en 1986, à l'initiative d'un professeur de l'Université nationale de Tokyo, M. Ohori Wataru. Elle regroupe environ 300 universitaires, élus locaux et journalistes. Elle édite une revue et crée des branches régionales. Son ancrage à gauche ne fait pas de doute. Elle est née dans le haut lieu de la mouvance alternative japonaise, la région de Kanagawa, et dans la grande cité la plus progressiste du pays, Yokohama. Le terme de *jichitai*, dans le contexte japonais, renvoie explicitement à « l'ère des gouvernements locaux progressistes ». Et ce n'est pas un hasard si le dernier congrès annuel de la Société a eu

⁵¹ Voir John Knight, « Town-making in rural Japan : an example from Wakayama », *Journal of Rural Studies* 10(3), 1994, pp. 249-261, et « Making citizens in postwar Japan », dans C. Hann et E. Dunn (eds.), *Civil Society. Challenging Western Models*, Londres, Routledge, 1996, pp. 222-241.

⁵² Knight, « Town-making... », *op.cit.*, p. 256-257.

lieu dans l'île d'Okinawa, en révolte ouverte contre le gouvernement central à propos des bases américaines, alors que son gouverneur s'apprêtait à y organiser le premier référendum régional tenu au Japon. Mais elle aussi reprend le thème de la symbiose : son logo unit autour de l'objectif du *chikki zukuri* « les citoyens, les administrateurs et les chercheurs », pour mobiliser « l'information, la technique et les ressources humaines » selon les trois principes de « coopération, indépendance et interaction ». Rien à quoi les alternatifs ne puissent souscrire — mais qu'on ne retrouve aussi dans la rhétorique des organisations liées à l'administration...

Celle-ci, selon la stratégie que nous avons déjà vue à l'œuvre pour le *boruntia katsudô* et les ONG, travaille à « organiser » le mouvement en multipliant les instituts et centres plus ou moins liés au ministère de l'Autonomie, qui se donnent pour tâche de diffuser de l'information sur le *mura okoshi*, d'y former les fonctionnaires locaux et d'y apporter un soutien logistique (avis d'experts, relations publiques, halls d'exposition, etc.). On peut mentionner le *Chihô jichi jôhô sentâ* (Centre d'information sur l'autonomie régionale), le *Jichi sôgô sentâ* (Centre général de l'autonomie), ou le *Chikki kaseika sentâ* (Centre de revitalisation des communautés). L'organigramme de ce dernier en dit long sur son ancrage à droite. Son président est Tsukamoto Koïchi, PDG de Wacoal (le numéro un de la lingerie au Japon) et ultra-conservateur notoire, partisan du retour de l'empereur à Kyoto. On y trouve aussi des représentants de la haute finance (Nomura, Daiwa, Dai-ichi Kangyô, Fuji Bank), des compagnies d'électricité, des grandes chaînes de télévision...

A Hokkaïdo, le mouvement semble soucieux de ne se couper ni des uns ni des autres. Les férus du *hokori undô* ont formé un réseau baptisé *Hokkaïdo human network plaza*. Une centaine de membres y « échangent leurs expériences » sur les « problèmes de communauté » (*chikki mondaï*) en faisant grand usage de la communication informatique. Mais cette initiative est née dans l'entourage du gouverneur Yokomichi (dont on a vu l'attitude plus qu'ambiguë à l'égard du mouvement anti-nucléaire) et à l'instigation du patron d'une entreprise de construction, M. Tani Kazikuki. M. Osaka affirme : « L'administration régionale a tenté de nous récupérer, mais nous avons assuré notre indépendance » ; pourtant la liste des membres, fonctionnaires municipaux, responsables des coopératives agricoles et patrons de PME, laisse planer un doute. Le bureau de l'administration régionale responsable du mouvement *Isson ippin* figure parmi les membres, mais aucun groupe visiblement « alternatif ». Et le programme d'action pour 1996 prévoit en bonne place de « participer aux projets de l'administration régionale », « l'informer et coopérer avec elle »⁵³. Mais c'est aussi à Niseko que s'est tenue la première convention de la branche régionale de la *Jichitai gakkai*, créée en 1995...

VI.— VERS LE SUCCES DU « PARI GRAMSCIEN » ?

⁵³ *Hokkaïdo human nettowôku pulaza teirei sôkai* (Compte rendu de la session régulière du Human network plaza de Hokkaïdo), 27 juin 1996, p. 6.

VI.1. Essoufflement et rebond des coopératives alternatives

Depuis quelques années, les coopératives alternatives marquent le pas. Les Clubs n'ont créé aucune nouvelle branche régionale depuis 1990. Leurs effectifs et leur chiffre d'affaires commencent même à baisser dans leurs bases du Kanto. A Kanagawa, ils ont perdu 1 968 foyers-membres entre 1994 et 1995, et 288 à Tokyo. A Hokkaïdo, après une forte expansion qui l'a fait passer de 5 000 membres en 1982 à 12 000 en 1990 et 14 000 en 1992, le Club est retombé à 12 920 en 1995. Parallèlement, son chiffre d'affaires a baissé, passant de 3,4 milliards de yen en 1992 à 3,34 en 1995, et ses membres achètent chaque année un peu moins⁵⁴. Une campagne de recrutement a été lancée en 1995 pour trouver 525 nouveaux adhérents, mais elle a échoué : 104 nouvelles recrues n'ont pas compensé 190 départs.

De l'avis même de ses responsables, le mouvement traverse une crise de maturité. Il s'est banalisé. Il y a dix ans, les femmes y adhéraient pour une cause et gardaient leur affiliation plus ou moins secrète. Aujourd'hui, les Japonaises sont beaucoup plus libres de s'engager au gré de leurs aspirations dans les mouvements les plus divers. Les coopératives autogérées rebutent les plus jeunes, parce qu'elles exigent un grand investissement personnel et de la discipline. Pour les NET, leur militantisme strictement organisé exige un engagement à temps plein, qui ne dépayserait pas trop un Témoin de Jéhovah⁵⁵, mais que peu de gens ont le temps ou la volonté de pratiquer.

Dans ces conditions, la clientèle typique des coopératives se limite aux ménagères aisées de plus de 45 ans, qui ont le temps et la sophistication intellectuelle nécessaires pour un militantisme très accaparant. Cette surreprésentation est encore plus évidente au NET : en 1992, plus des trois quarts de ses élues étaient des épouses de cadres (53 %), de membres des professions libérales (16 %) ou de petits patrons (6,5 %), et plus de la moitié avaient un revenu annuel supérieur à huit millions de yen (environ 350 000 F)⁵⁶. Ce n'est pas le moindre paradoxe du mouvement que de faire reposer la construction d'un avenir différent sur une base sociale composée essentiellement de femmes mûres de la moyenne bourgeoisie...

Plus profondément, c'est toute la première génération d'alternatifs, nourrie d'idéologie, très militante et très organisée, qui se trouve en porte-à-faux par rapport à une société plus riche, aux aspirations plus hédonistes. Et dans la pratique, avec l'élévation du niveau de vie et l'essor des chaînes d'hypermarchés depuis la déréglementation, la distribution de produits en gros, fussent-ils plus ou moins biologiques, n'est pas une activité d'avenir.

⁵⁴ *Chuppu* 160, mai 1996, p. 6.

⁵⁵ Voir par exemple le manuel du parfait militant en 130 pages, *Fukusûka e no zenkiroku* (Manuel général pour croître en nombre) publié par la section de Nakagawa du NET de Fukuoka, Fukuoka, *Ikki ikki NET Nakagawa*, 1993. La description de la technique du porte-à-porte est particulièrement éclairante...

⁵⁶ Lam Peng-Er, *op.cit.*, pp. 111-112.

Face à cette situation, les Clubs ont renoncé à l'extension géographique au profit d'une stratégie d'approfondissement, qui donne lieu à des débats assez vifs. Beaucoup critiquent le fait qu'ils se sont multipliés par duplication systématique des schémas d'organisation de la structure-mère de Tokyo-Kanagawa. Hokkaido préconise d'assouplir les conditions d'entrée et l'organisation, au risque d'y perdre un peu de l'âme des pionniers, et tente dans ce sens une expérience d'élargissement des *han*. Tokyo s'est restructuré en quatre entités de taille plus « autogérable », et Kanagawa envisage de l'imiter. L'accord se fait sur la nécessité de diversifier les activités, dans le sens d'une prise en charge toujours plus large de la vie quotidienne, notamment en multipliant les *workers' collectives*. Mais les Clubs s'orientent aussi vers des assouplissements qui prennent quelques libertés avec leurs principes : depuis 1991, Kanagawa a ouvert 16 *Community Club* qui ressemblent fort à des magasins, même si leurs membres sont tenues d'y servir trois fois par an comme vendeuses ou manutentionnaires.

Au plan politique, l'action des alternatifs est contrariée par leur aversion pour les partis et par la volonté d'autonomie farouche de chaque *net* régional face à toute tentative de coordination nationale. Pourtant, les coopératives alternatives sont peut-être en train de gagner leur pari gramscien, dans la mesure où leur esprit gagne aujourd'hui les mouvements de contestation les plus divers, comme celui de Nishiyodogawa.

Surtout, il est remarquable de voir aujourd'hui la thématique et les images de la mouvance alternative contaminer le discours politique au niveau national, et des personnages qui en sont issus jouer un rôle de premier plan à la Diète.

VI.2. La contamination au sommet : l'épisode Doi (1989-1990)

Déjà aux élections sénatoriales de 1989, le Parti socialiste avait fait élire une dizaine d'activistes, en majorité des femmes, issus des mouvements de lutte locaux et des organisations de consommateurs. Une poignée entra aussi à la Chambre, toujours sous l'étiquette socialiste, aux législatives de février 1990. A cette occasion, pour la première fois, le NET de Kanagawa accorda sa recommandation (*suisen*) à des candidats aux élections nationales. A Kanagawa-4, M. Ikeda Motohisa, commentateur politique à la NHK, fut élu sous l'étiquette socialiste ; à Kanagawa-2, Mme Yokoyama Sumiko obtint 83 354 voix sans aucun soutien partisan, mais fut battue.

Ce rapprochement avec les mouvements de lutte nés dans la société civile avait été initié par Mme Doi Takako. Celle-ci, professeur d'université sans attache avec aucun lobby, était devenue présidente du parti après que sa débâcle électorale de 1986 eut discrédité son état-major de dinosaures marxistes et d'apparatchiks syndicaux délégués par Sôhyô. Sa stratégie permit au vieux parti de remporter ses deux plus beaux succès électoraux de l'après-guerre, en devançant le PLD aux sénatoriales et en obtenant 24,4 % des suffrages (+ 7,2) et 136 sièges (+ 51) aux législatives.

Mais les gérontes syndicaux, habitués à contrôler le parti et les investitures, vivaient très mal cette intrusion d'éléments incontrôlés dans leur chasse gardée. Dès 1991, ils évincèrent Mme Doi et tournèrent le dos aux alternatifs en droitisant le parti, jusqu'à

accepter le développement du nucléaire civil. Ce faisant, ils le précipitèrent vers sa perte : 15,4 % des suffrages et 75 sièges en 1993, 6,4 % et 15 sièges en 1996.

Cet effondrement prouva, *a posteriori*, que les mouvements de lutte de la société civile constituent aujourd'hui une des rares forces capables de mobiliser les électeurs de manière organisée face aux machines électorales du PLD, qui font la loi dans les circonscriptions locales. Sur la base de 1,7 votes par membre (la même qui est utilisée pour apprécier la capacité mobilisatrice des *kōenkai*), les coopératives alternatives commanderaient environ un million de voix à l'échelle nationale. De plus, ces votes sont concentrés : environ 230 000 voix à Fukuoka, 120 000 à Kanagawa, 95 000 à Tokyo. Cela reste marginal en pourcentage du corps électoral (1 % à Tokyo, 1,8 % à Kanagawa, mais tout de même 6 % à Fukuoka) mais, avec l'explosion de l'abstention, les voix alternatives pèsent plus lourd : peut-être 10 % des votants à Fukuoka aux législatives de 1996, 3,3 % à Kanagawa et 1,8 % à Tokyo. Surtout, compte tenu des particularités de la loi électorale, qui interdit ou limite drastiquement presque toutes les formes de campagne, le moindre groupe militant a une importance considérable au moment des élections. Et cette importance s'accroît encore à la mesure de la versatilité des électeurs... Certains députés des mégapoles, dont le meilleur exemple est Kan Naoto à Tokyo (cf. infra), utilisent depuis longtemps les réseaux du Japon contestataire et associatif comme l'élément essentiel de leur machine électorale.

Traditionnellement, ce sont les syndicats qui organisaient et mobilisaient le vote pour les partis de gauche. Mais ils sont en pleine crise, comme tous les éléments constitutifs de « l'Etat néo-corporatiste ». A côté d'eux, le Japon associatif, alternatif ou non, apparaît comme une des rares forces structurées capables de mobiliser le vote pour soutenir, au moment des élections, une formation qui proposerait une alternative non conservatrice. Au-delà, l'importance de ces mouvements de la société civile se mesure aussi au fait que leur discours est depuis longtemps porteur de tous les thèmes qui font aujourd'hui florès dans les médias et mouche auprès des électeurs flottants : retour du pouvoir vers les communautés locales, libération des initiatives individuelles et de l'action citoyenne, renversement des rigidités hiérarchiques, changement qualitatif de la croissance. Et leurs militants incarnent l'image très populaire de « l'amateur aux mains propres ». C'est pourquoi le Japon associatif, au sein duquel les alternatifs jouent un rôle essentiel, est devenu un élément incontournable dans la recomposition politique en cours depuis 1993. Les élites nationales sont désormais obligées de le prendre en compte, soit pour le mobiliser, soit pour s'en défendre. Il n'est donc pas exagéré de dire qu'il occupent aujourd'hui une position incontournable, sinon centrale, sur la scène politique.

VI.3. Naissance du Minshutō (20 septembre 1996)

C'est dans ce contexte qu'est né le Minshutō (Parti démocrate) en septembre 1996. Ses deux fondateurs sont Hatoyama Yukio et Kan Naoto. Le premier, ancien député du PLD, héritier d'une vieille dynastie politique et d'une formidable fortune, est né avec une cuillère d'argent conservatrice dans la bouche. Mais Kan, né dans la petite classe

moyenne, vient de la mouvance alternative. Ancien de « 68 », député de Tokyo depuis 1980 sous l'étiquette d'un groupuscule socialisant (le *Shaminren*), il est lié de longue date aux Clubs, qui lui fournissent l'essentiel de son soutien électoral organisé⁵⁷. Sa nomination à la Santé, dans le deuxième cabinet de coalition socialiste-PLD dirigé par Murayama Kiichi (1995-1996), s'explique d'abord par là, puisque ce ministère contrôle les coopératives de consommation. Kan va y gagner une formidable popularité en capitalisant sur l'affaire du sang contaminé. Les hémophiles victimes du VIH luttèrent en vain depuis le début de la décennie pour établir les responsabilités dans le drame. Au ministère, on les avait d'abord renvoyés en les priant de « retourner faire leurs devoirs à la maison », sous prétexte qu'ils ne s'étaient pas adressés au bon bureau. Puis les fonctionnaires avaient prétendu n'avoir aucun dossier sur l'affaire. Sitôt nommé, Kan les obligea à lui remettre les documents qui dévoilèrent la collusion et les responsabilités de l'administration et des grands groupes pharmaceutiques. Les responsables du lobby médico-bureaucratique sont aujourd'hui inculpés, alors que le porte-parole des hémophiles a été élu député du Minshutô en 1996. Kan est devenu le leader politique le plus populaire du pays, et sans doute le seul qui puisse mobiliser le Japon « contestataire et associatif ».

Par-delà leurs différences, Hatoyama (50 ans) et Kan (51 ans) sont de la même génération. Ils disposent tous les deux de ressources politiques propres (un énorme héritage familial pour l'un, un ancrage électoral personnel pour l'autre) qui les rendent indépendants des appareils partisans. Ils partagent la même aversion pour les gérontes du PLD, les appareils syndicaux et les bureaucrates qui gèrent la « société verticale ». Tous deux ont prudemment évité de s'user dans les manœuvres confuses de trois années de « recomposition politique » (1993-1996). Ils ne sortent du bois qu'en septembre 1996, juste avant la dissolution de la Chambre. Le Parti socialiste et le Parti pionnier (centre-gauche), qui ont vendu leur âme pour gouverner avec le PLD depuis juin 1994, sont à l'agonie. Leurs cotes sont quasi nulles, leurs caisses vides... Leurs 83 députés sont prêts à saisir n'importe quelle bouée. Hatoyama amène une fortune colossale et des réseaux dans tout l'establishment ; Kan, une popularité inégalée. 40 sortants socialistes et 12 « pionniers » adhèrent en hâte au Minshutô, dont les deux fondateurs prennent soin de refuser l'entrée à toute la vieille garde socialiste.

Le Minshutô se comporte honorablement, sans plus, aux élections du 20 octobre. Il maintient exactement ses positions (52 sièges), et obtient 16 % des voix à la proportionnelle. Il n'a eu qu'un mois pour s'organiser, et n'a pas trouvé de candidats pour 157 des 300 circonscriptions locales. Parmi ses élus, on trouve Ikeda Motohisa, le député socialiste/alternatif de Kanagawa, battu en 1993 par les bons soins de son propre parti, qui retrouve un siège dans la 6^{ème} circonscription avec l'appui du NET. Sur ses listes pour la représentation proportionnelle, le Minshutô fait élire quatre candidats venus du Japon associatif, dont Ienishi Satoru, le porte-parole des hémophiles contaminés (mais les 31 autres ont un CV des plus classiques).

⁵⁷ Voir J.-M. Bouissou et N. Kan, « Un mutant au Parlement », *Pouvoirs* 71 (Le nouveau Japon), p. 67-72.

VI.4. L'idéologie du Minshutô, ou le triomphe de la thématique alternative

Le préambule à la plate-forme politique du Minshutô⁵⁸ est une véritable collection des images et des concepts communs à toute la mouvance alternative japonaise. Le lecteur y retrouvera aisément tous les éléments idéologiques que nous avons mis en exergue au long de cette étude.

Le refus de la « société verticale » et des hiérarchies

« Depuis cent ans, nous avons connu un système centré sur l'Etat, centralisé et vertical, où la démocratie s'est développée d'en haut, sous la protection de la bureaucratie. Mais ce système a terminé son rôle historique. Il faut bâtir maintenant une société centrée sur les citoyens, multipolarisée, horizontale et coopérative. La démocratie doit venir du bas et permettre aux citoyens de jouer le rôle principal ».

L'affirmation d'une volonté de changer radicalement de monde, en refusant tous les systèmes existants

« Il faut rompre avec l'habitude de penser les choses selon une ligne qui ne fait que prolonger le passé.(...) Nous avons décidé d'agir pour réformer complètement la structure sociale de ce pays.(...) Cent ans ont passé, mais le siècle nouveau n'a pas encore commencé. D'où ce sentiment de blocage que nous éprouvons, ce sentiment que la société, la politique, l'économie, les affaires étrangères, tout est bloqué ».

« A l'époque moderne,(...) on a traité les hommes comme une masse qu'on peut mesurer, comme un lot. Le libéralisme capitaliste et l'égalitarisme socialiste — les deux idées principales qui ont fait bouger le monde — rivalisaient en apparence. Mais leur point commun est de traiter les hommes comme une masse sans visage, exactement comme le système japonais de "capitalisme égalitariste" sous contrôle bureaucratique ».

Le refus des structures partisans au profit des « mouvements » et des « cyber-réseaux » interactifs

« Les partis centralisés et hiérarchisés sont des reliquats du XXème siècle. L'idée de base du Minshutô est de fonder un parti qui n'en soit pas un.(...) Nous développerons une structure politique de réseaux horizontaux. Dans cette structure, si quelqu'un découvre un problème et propose une solution, il trouvera des gens qui sympathiseront, et des « carrefours » se créeront. Une fois le problème résolu, la structure reviendra à son état d'origine. Cela ressemblera au système immunologique du corps humain.(...) Dans ce système, la politique se focalisera par moments sur des problèmes centraux, mais ça changera constamment, avec le temps et les participants. Naturellement, il y aura des divergences d'opinion, mais elles seront la base même de discussions actives, où chacun confrontera ses idées à celle des autres pour arriver à un nouvel accord.(...) Pour gérer

⁵⁸ Traduction effectuée à partir du texte miméo, dont je remercie Banri Kaieda, député de Tokyo, de me l'avoir fourni avant sa publication.

ce type de réseau politique ouvert sur la société, nous utiliserons massivement les moyens de communication informatisés. Nous serons la première génération de la démocratie électronique et des citoyens globaux ».

L'appel à la participation active de tous...

« Il faut propager un style d'action et une conscience qui soient ceux de citoyens globaux du monde : des gens qui s'engageront dans la décision politique au niveau local, au niveau national et au niveau mondial, selon leur sensibilité et leurs intérêts.(...) La population qui est objet de la politique ne fait que voter de temps à autre. Mais le citoyen qui est agent de la politique (...) cherche des informations et pense par lui-même ; il dépense son argent et son énergie pour réaliser une vie meilleure ».

... et surtout des jeunes

« Nous sommes nés après la guerre. Notre réseau politique regarde vers l'avenir, et son centre est la génération d'après-guerre ».

« Il faut affranchir toute l'énergie créative des citoyens, surtout les générations d'après-guerre, qui représentent 70% de la population ».

Une société de petites communautés autonomes

« Un petit gouvernement et un petit parlement, des pouvoirs locaux puissants et efficaces,(...) le transfert de la souveraineté de l'Etat vers les régions. Le bien-être social sera renforcé avec la participation active des citoyens (...) pour créer des systèmes d'assistance-maladie et de retraite qui n'hypotèqueront pas l'avenir ».

Une autre forme de croissance, à l'échelle humaine et coopérative

« Nous allons voir reculer la production industrielle massive, la consommation massive et la pollution massive engendrées par le culte d'une croissance poussée en désordre par l'investissement public. Nous verrons se développer les entreprises dans les nouveaux domaines d'innovation technologique, des PME créatives et riches de savoir, des agriculteurs autonomes et des secteurs actifs d'économie citoyenne (ONG et coopératives). Ils créeront une économie de marché, de symbiose et de circulation des ressources, assurant une croissance régulière ».

L'idéal d'une société sans contrainte, fonctionnant « à la symbiose », version écologiste

« L'esprit que nous voulons pour base de la société à venir, c'est la fraternité. La liberté a tendance à dégénérer en désordre et en loi de la jungle. L'égalité risque de se dégrader dans un égalitarisme vicié.(...) La fraternité échappe à ces défauts. Mais elle a été trop négligée pendant ces cent ans.(...) Chacun de nous est un être irremplaçable, une personnalité infiniment diverse. C'est pourquoi nous avons le droit de décider nous-mêmes de notre sort, et le devoir d'assumer notre choix. C'est cela, le principe de l'autonomie de l'individu. Nous devons viser à la symbiose avec les autres, en respectant l'autonomie et la différence de chacun, et être en empathie avec eux, en coopérant pour chercher les points d'accord. L'autonomie et la symbiose ne valent pas seulement pour

les relations au sein de la société japonaise, mais aussi entre le Japon et le monde, et même entre les hommes et la nature. La conception de la fraternité dans la civilisation chrétienne ne prend pas en compte cette dernière relation. Elle apprend à aimer son prochain,(...) mais la sagesse orientale nous enseigne que les hommes font originellement partie de la nature. Un arbre ou un animal sont des êtres aussi irremplaçables que nous. Il est donc possible de réaliser un échange profond entre la nature et les hommes. C'est l'esprit de fraternité propre à l'Orient (...) qui se fonde sur l'empathie avec la nature et le fait de chérir la vie ».

VII.— PERSPECTIVES

Même si cette rhétorique peut prêter à sourire, l'état d'esprit nouveau qu'elle reflète (ou qu'elle cherche à utiliser) pose un défi majeur au gouvernement PLD et aux élites traditionnelles. Il sous-tend plusieurs évolutions en profondeur qui font trembler Tokyo.

Le rééquilibrage du pouvoir au profit de communautés locales de plus en plus combatives. La décentralisation a été un des thèmes qui ont porté en 1992-1993 la vague des partis « néo-conservateurs ». Le PLD, après son retour aux affaires, en a pris acte en faisant voter une timide Loi de décentralisation (1995). Mais les pouvoirs locaux ont rapidement fait sentir qu'ils ne se contenteraient pas de cette demi-mesure octroyée. Une étape décisive a été, en 1996, l'organisation de deux référendums locaux sur des sujets cruciaux. En août 1996, les habitants de la petite ville de Maki ont rejeté l'implantation d'une centrale nucléaire. En septembre, à l'appel de leur gouverneur, ceux d'Okinawa se sont prononcés à une écrasante majorité contre les bases militaires américaines dans leur île. Bien que dépourvues de force contraignante, ces deux consultations marquent une étape essentielle dans le rééquilibrage du pouvoir en faveur des *chikki* chers aux Clubs. En mars 1997, la très puissante compagnie d'électricité du Kyûshû, qui souhaitait construire une nouvelle centrale dans « son » île, y a précipitamment renoncé dès que les opposants au projet ont commencé à parler de référendum. Le mouvement de Hokkaïdo envisage lui aussi de retenter sa chance avec une nouvelle pétition. C'est tout le programme nucléaire civil du Japon, déjà très en retard sur ses objectifs, qui est menacé de paralysie à très court terme.

De plus, dans le débat sur la réforme de la Constitution qui a eu lieu cette année à l'occasion de son 50^{ème} anniversaire, les sondages ont montré que les amendements les plus populaires seraient ceux qui favoriseraient l'expression directe de la volonté des citoyens : élection du Premier ministre au suffrage universel et extension de la procédure de référendum au niveau national⁵⁹. Si les parlementaires conservateurs y sont évidemment très hostiles, il s'en trouve pourtant quelques-uns, comme l'ancien premier

⁵⁹ Ph. Pons, « Le Japon, l'épée au fourreau », *Le Monde*, 7 juin 1997.

ministre Nakasone, pour soutenir la première de ces demandes. Une preuve de plus que les temps changent...

Pour apprécier toute la portée de ce rééquilibrage, il faut garder deux choses à l'esprit. D'abord l'interdiction absolue du cumul des mandats, qui fait des élites politiques locales et des élus nationaux deux mondes très différents, sinon totalement étrangers l'un à l'autre. D'autre part le fait que, depuis la guerre, nombre de changements majeurs ont été amorcés et mis en œuvre par les pouvoirs locaux, jusqu'au moment où le gouvernement conservateur a été obligé de les reprendre à son compte de plus ou moins bon gré. Il en a été ainsi, par exemple, des politiques de soutien aux PME, dont le modèle a été donné par le gouverneur communiste de Kyoto dans les années soixante ; de la gratuité des soins pour les personnes âgées, décrétée d'abord par le gouverneur socialiste de Tokyo au début des années soixante-dix ; des mesures anti-pollution, comme on l'a vu dans le cas de Nishiyodogawa ; ou encore de l'amélioration du statut des résidents étrangers, pour laquelle le maire de Kawasaki n'a pas hésité pas à désobéir ouvertement au gouvernement en 1985. Le glissement du pouvoir vers les communautés locales est donc susceptible d'avoir des effets profonds sur les politiques suivies au niveau national.

*Le rééquilibrage des pouvoirs va de pair avec une combativité croissante des citoyens contre la bureaucratie, pilier de « la société verticale ». L'obstination des hémophiles face aux fonctionnaires de la Santé a valeur de symbole. Partout, la société civile reprend à sa manière le thème de la « réforme administrative » utilisé dans les jeux de pouvoir entre élites, en exigeant au premier chef « la transparence de l'information » (*jôhō kōkai*). De nombreux procès sont en cours pour obtenir l'accès aux documents les plus divers, depuis les livrets scolaires jusqu'au détail des dépenses des administrations locales. Les contribuables visent particulièrement les frais de représentation des fonctionnaires et des élus, ou ceux de leurs « voyages d'étude ». Ils ont déjà obtenu la démission du gouverneur d'Akita, et le remboursement de dizaines de millions de yen par les administrations régionales de Hokkaidō⁶⁰ et de Tokyo. Pire ! la justice leur a même reconnu le droit de se faire communiquer le détail des déjeuners et dîners payés aux frais du contribuable, et leur donnera peut-être celui de connaître jusqu'aux noms des invités. A Hokkaidō, les anti-nucléaires ont relancé leur combat judiciaire en utilisant cet angle d'attaque. Ils ont entamé une deuxième procédure, directement auprès du tribunal de seconde instance (*kôtō saibancho*), en réclamant que la Compagnie d'électricité rende public le manuel de sécurité de ses installations, au nom du droit des citoyens à savoir.*

Le PLD ne semble plus pouvoir éluder la mise en chantier d'une loi sur ce sujet. Il est prisonnier de sa propre rhétorique anti-bureaucratique, sans laquelle aucun discours politique ne peut plus se faire entendre. Et les autorités locales, comme à Fukuoka, ont déjà commencé à prendre les devants en édictant leurs propres réglementations.

⁶⁰ Où Yokomichi a été rattrapé par ceux qu'il avait trahis : la mise au jour des irrégularités dans le fonctionnement de son administration régionale a totalement compromis son rêve de jouer un rôle central dans la recomposition politique à gauche.

La situation politique offre une opportunité exceptionnelle pour la poussée des revendications citoyennes. Le gouvernement PLD est minoritaire à la Chambre comme au Sénat. Pour légiférer, il a besoin de l'appui au moins tacite d'un des deux partis d'opposition : le Shinshintô à droite, le Minshutô à gauche. Or ceux-ci ne peuvent pas espérer conquérir un jour la majorité sans reprendre à leur compte tout ou partie des demandes de la société civile. Pour les faire avancer concrètement, le Minshutô a défini une stratégie de marchandage au coup par coup ; par exemple, il a appuyé le PLD dans l'affaire des bases d'Okinawa contre sa promesse d'étudier la création d'une agence indépendante pour le contrôle de l'administration, sur le modèle du Board of Audit des Etats-Unis. Le Shinshintô ne peut pas se permettre de paraître en retrait. On se trouve donc dans la situation où tous les partis doivent surenchérir sur les thèmes qui sont au cœur même de l'agenda des alternatifs.

On peut évidemment se demander si cette surenchère ne va pas servir à établir une nouvelle donne entre les élites, notamment au profit des élus locaux, sans changement profond. L'avènement de « l'ère des régions » (*chihô no jidai*) sera-t-il autre chose qu'une revanche des conservateurs locaux sur l'appareil du PLD et sur les dynasties politiques qui accaparent les sièges parlementaires comme un bien quasi héréditaire ? L'appel au grand changement est-il autre chose qu'une stratégie discursive utilisée par la fameuse « génération d'après-guerre », qui entre dans la cinquantaine et aspire à saisir enfin les rênes — à Tokyo comme dans Hakata-*bu* ou à Niseko ? Une fois que les pouvoirs seront redistribués, sera-t-il encore question de « société horizontale », de « réseaux politiques d'un type nouveau » ou de « symbiose entre l'homme et la nature » ? Bref, le mouvement alternatif va-t-il être récupéré ou marginalisé, comme les mouvements d'habitants ou de consommateurs dans les années quatre-vingt ?

La réponse à ces questions dépendra de la capacité du mouvement multiforme de « réinvention de la démocratie par le bas » à éviter les trois obstacles majeurs sur lesquels il risque d'achopper : l'incapacité de la plupart de ses composantes à se coordonner au niveau national, ou leur refus chronique de le faire ; l'étranglement de leur base sociologique et de leur agenda, qui gêne leur action même au plan local ; l'ambiguïté de leurs relations avec les pouvoirs de toute nature, symbolisée par le discours sur la « symbiose ». Leur devenir dépend probablement de six facteurs :

β La vivacité et la durée de l'affrontement entre les élus locaux et nationaux

C'est cet affrontement qui pousse les gouverneurs et les maires à organiser des référendums, à prôner la transparence et la participation des citoyens, et à reprendre aux alternatifs leur agenda et leurs moyens d'action pour se légitimer directement auprès du « peuple local ». On peut donc penser que plus la compétition entre les deux niveaux de l'élite sera acharnée, mieux les forces alternatives pourront en tirer profit.

β La capacité des alternatifs à établir un dialogue avec les syndicats

Ceux-ci constituent toujours une base essentielle de soutien organisée au Minshutô, mais aussi au Shinshintô. Très délabrés malgré leur regroupement dans la méga-centrale Rengô, les appareils syndicaux ont désespérément besoin d'un souffle nouveau.

Ils ne peuvent pas ignorer où se trouvent aujourd'hui les forces vives du militantisme. Mais le passé ne plaide pas en faveur de l'établissement d'une relation de confiance entre eux et la mouvance alternative, aux yeux de laquelle ils ne participent pas moins de « la société verticale » que la bureaucratie.

↳ **Leur capacité à mobiliser la jeunesse**

Celle-ci oscille entre un conservatisme de confort, un cynisme non moins confortable, et des formes de révolte molles et ludiques, telles que les néo-nouvelles religions à lasers et paillettes. A cet égard, la sociologie des membres des mouvements alternatifs, et plus encore celle de leurs dirigeants, laisse penser que les choses ne seront pas aisées.

↳ **La profondeur de la « contamination » du niveau national par la thématique alternative**

Elle est difficile à apprécier pour l'instant. La présence de Yokomichi dans les rangs du Minshutô n'est pas du meilleur augure, non plus que la stratégie prônée par Kan d'entrer dans un cabinet de coalition avec le PLD. Mais on peut aussi penser qu'à force de s'agenouiller devant les icônes de l'imagerie alternative, certains leaders politiques finiront par devenir croyants. Et lorsqu'on voit, à la Diète, le député « alternatif » Ikeda mener la charge contre le président de Nomura, la grande maison de titres en charge des portefeuilles de toute l'élite politique, pour faire la lumière sur le scandale qui l'éclabousse aujourd'hui, on doit penser que quelque chose est en train de bouger...

↳ **La capacité des alternatifs à utiliser les formes les plus modernes de la communication**

pour collecter et traiter des données de plus en plus sophistiquées et pour surmonter leur incapacité chronique à se coordonner.

↳ **Enfin, leur capacité à sortir du cadre national**

pour contribuer à l'invention de la future idéologie qui, tôt ou tard, s'affirmera par réaction aux excès du libéralisme et des fameux « marchés ». Au même titre que les *Grünen* ou les Verts, ils sont porteurs d'une expérience originale, à travers laquelle le Japon, pour la première fois de son histoire, pourrait participer à la recomposition de la scène idéologique mondiale.

*
* *

Le Japon est engagé dans une transformation en profondeur du modèle qui a assuré son développement économique et sa stabilité sociale depuis la fin des années

cinquante. Mais il est tragiquement réducteur de l'analyser, comme *The Economist*, uniquement à travers le changement du mode de production, de la gestion des « ressources humaines » et de la politique industrielle, et l'émergence d'une nouvelle génération de leaders. Toute initiative à l'égard du Japon, qu'elle soit diplomatique, commerciale ou culturelle, ne réussira que si l'on parle aux Japonais de ce dont ils veulent entendre parler aujourd'hui, et si l'on utilise les images et les thèmes autour desquels ils se mobilisent dans leur quotidien. Ces images et ces thèmes, c'est en grande partie dans le discours des alternatifs qu'il faut en chercher les racines vivaces, même si la complexité des jeux de récupération et de contre-récupération rend difficile — et, à y bien regarder, inutile — d'opérer une dichotomie trop radicale entre ce qui est « alternatif » et ce qui ne l'est pas.

(Cette étude doit beaucoup à deux mois d'enquête menée auprès des mouvements alternatifs japonais en 1996, avec le soutien de la Fondation du Japon, que je tiens à remercier ici).